

Fir dech a fir däi Land



Publication périodique
du Service National
de la

**Protection
Civile**

— n° 52/2000 —



Nos
Hommages
au
Grand-Duc
Jean



Nos
Meilleurs Voeux
au
Grand-Duc
Henri

Sommaire

Inhalt

Editorial	4
2001 - Année internationale des volontaires	6
Workshop européen sur la mise en œuvre du numéro d'appel d'urgence unique européen 112	9
Die Überwachung der Radioaktivität: (I) Das nationale Meß- und Alarmnetz	16
Schwerer Verkehrsunfall... Gemeinschaftsübung Protection Civile/Luxemburger Armee	22
Neue Ausbildungsmethode	27
Ausbildung zum Bootsführerschein "A"	30
285 neue Helfer	33
Mit den Nerven am Ende	41
40 Joër Ambulancier Péteng	49
La Protection Civile au Royaume-Uni	52
D'Protex Fiels zu Mesebuerg	55
Ernstfallübung bei Couleurs Gerard	58
Réckbléck: Charles Robert Richet	61
Unser vielseitiger Fuhrpark (XVI)	65
Wenn ein Stein ins Rollen kommt...	66
Rubrique administrative: Questions d'ordre juridique en relation avec le service ambulancier	73
Merci fir de Merci	79
Changements dans les services du Service National de la Protection Civile	80

Editorial

LES VOLONTAIRES SONT À L'HONNEUR

En cette année millennium, à l'orée d'un siècle naissant, deux centres de secours de la protection civile ont fêté leur 40^e anniversaire, à savoir Pétange et Mertert, et bien d'autres auront l'occasion de les imiter bientôt.

En effet, il y a 40 ans, le Gouvernement s'était rendu compte qu'un organisme national devait être créé en vue de protéger la population contre les effets d'une éventuelle guerre et contre les risques découlant de la technique moderne. Car l'évolution technologique et développements qui s'en suivirent ne manquaient pas de réclamer leur tribut : une multiplication et une diversification des risques engendrés notamment par le développement de l'urbanisation et des installations industrielles et les progrès rapides des moyens de transport routiers, aériens et fluviaux tant pour les personnes et les marchandises que pour les matières dangereuses. Ainsi, au fil du temps, le domaine des risques civils s'est étendu, diversifié et compliqué.

Ainsi, la protection civile qui trouvait son origine dans la loi du 22 août 1936, fut réorganisée une première fois par l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1960, instituant d'une part un conseil supérieur de la protection civile ayant une mission consultative et d'autre part une direction de la protection civile avec des fonctions exécutives. D'autre part, des unités de volontaires groupées dans une brigade mobile furent créées par arrêté ministériel du 11 mars 1961.

Cette réorganisation s'inspirait des recommandations de l'OTAN. A l'époque, la protection de la population en cas de conflit armé était l'objectif principal et les structures de la brigade mobile des volontaires de la protection civile étaient alors empruntées au domaine militaire ou paramilitaire.

En dirigeant le regard vers le passé, je me dois de rendre hommage aux volontaires de la protection civile, à ces hommes et ces femmes, qui depuis 40 ans, animés du même idéal et portés par le même altruisme, ont donné et donnent le meilleur d'eux-mêmes pour servir la cause de la protection civile et pour secourir leurs prochains.

Réorientons-nous vers le présent et le futur :

L'année prochaine a été dédiée par l'ONU comme l'Année Internationale du Volontariat. En 2001 les volontaires sont à l'honneur ! Un article de la présente édition de notre périodique est dédié à cet événement.

Au moment de la diffusion du périodique, nous nous rapprocherons des fêtes de fin d'année et je tiens à souhaiter à tous nos lecteurs, à tous les membres de la protection civile de passer de très bonnes fêtes et une bonne et heureuse année 2001.

Le directeur de la protection civile

2001-ANNEE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES

Par la résolution du 20 novembre 1997, l'Assemblée Générale des Nations Unies proclamait l'année 2001, Année Internationale des Volontaires (AIV). L'ouverture de l'Année Internationale des Volontaires 2001 aura lieu au siège des Nations Unies le 28 novembre 2000, en la présence du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Cette ouverture sera suivie par les inaugurations nationales de l'AIV 2001 prévues pour le 5 décembre 2000, Journée Internationale des Volontaires.

L'AIV 2001 offre une occasion sans précédent pour promouvoir les différentes formes du volontariat, de favoriser la croissance et de tirer le plus grand profit de la contribution des bénévoles. Les objectifs de l'AIV 2001 sont :

- Mieux célébrer la contribution des bénévoles au bien-être et aux progrès nationaux.
- Faciliter davantage l'action bénévole.
- Mettre en commun des idées pour faire connaître les réalisations des bénévoles, permettre de calquer les « pratiques exemplaires » et les meilleures façons de procéder et éviter à chaque collectivité locale de réinventer la roue.
- Donner de l'éclat à l'action bénévole pour encourager le bénévolat et créer dans l'opinion publique et officielle un climat plus favorable à cette action. Pendant toute cette année, les contributions des bénévoles seront rendues encore plus efficaces.

L'AIV AU LUXEMBOURG

Dans notre époque qui est marquée par une évolution rapide, il est plus important que jamais de nourrir l'esprit du bénévole, de réfléchir à la contribution essentielle qu'apportent les bénévoles et à l'effet que leurs efforts collectifs ont sur notre communauté. Nos bénévoles contribuent à faire du Grand-Duché de Luxembourg le pays offrant la meilleure qualité de vie au monde.

Notre Gouvernement a chargé le Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse de coordonner les initiatives luxembourgeoises développées dans le cadre de l'AIV 2001. Madame la Ministre Marie-Josée Jacobs a décidé d'instituer un comité chargé d'organiser l'AIV 2001 au Luxembourg. Il va sans dire que la Protection Civile sera représentée au sein du comité d'organisation.

L'AIV ET LA PROTECTION CIVILE

Le Luxembourg peut se féliciter de disposer de services de secours assurés par des volontaires – des hommes, des femmes et des jeunes de tous les milieux et de toutes les origines – qui tant dans les corps de sapeurs pompiers volontaires que dans les centres de secours de la Protection Civile mettent leur disponibilité, leur temps libre et leurs compétences au service de la collectivité nationale. Nos bénévoles sont des citoyens actifs, plutôt que des observateurs. Ce sont des gens qui mettent en pratique leurs valeurs et leurs principes.

L'AIV 2001 constitue la possibilité idéale pour la Protection Civile de remercier les volontaires ; c'est le moment de reconnaître leur précieuse contribution à la santé de nos collectivités. En plus, c'est l'occasion rêvée de favoriser la croissance et de tirer le plus grand profit de la contribution des bénévoles. En tant que service étatique, la Protection Civile ne peut se permettre de tenir ses volontaires pour acquis. Le risque est trop grand. Nous devons constamment viser à cultiver le goût du bénévolat dans nos communautés.

Le défi d'une année axée sur le bénévolat sera d'attirer et de maintenir l'attention du public et des volontaires. C'est pour cette raison que nous avons décidé de placer sous le thème du bénévolat la Journée Nationale de la Protection Civile, qui va se dérouler au mois d'octobre 2001 à Kayl. Nous reviendrons sur le programme détaillé ainsi que sur d'autres activités prévues lors de l'AIV 2001 dans la prochaine édition de notre publication périodique.

Charel Brück

WORKSHOP EUROPÉEN SUR LA MISE EN ŒUVRE DU NUMÉRO D'APPEL D'URGENCE UNIQUE EUROPÉEN 112

Sur initiative du réseau permanent des correspondants nationaux en matière de protection civile au sein de la Commission de l'Union Européenne, le Conseil des Ministres avait décidé en date du 29 juillet 1991 qu'à partir du 1.1.1993 et au plus tard pour le 31.12.1996 tous les pays membres de l'Union Européenne devraient avoir introduit le numéro d'appel d'urgence unique 112.

L'idée dominante de cette initiative était que tout citoyen européen, où qu'il se trouve dans l'Union Européenne, puisse demander de l'aide en appelant le numéro unique 112.



Le Service National de la Protection Civile luxembourgeoise en étroite collaboration avec la Direction Générale XI de la Commission Européenne avait invité en date du 10 et 11 mai 2000 plusieurs experts européens en la matière à une conférence internationale qui avait comme but principal de faire le point de la situation en l'an 2000 ainsi que de concevoir des idées et des perspectives pour le futur.

Les centraux de secours d'urgence sont confrontés à une multitude de problèmes et plusieurs sujets importants ont été abordés lors de cette conférence, tels que les aspects techniques et informatiques, les aspects de coordination des services de secours ainsi que la problématique de la formation du personnel des centraux de secours.

Après l'allocation de bienvenue de Monsieur Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le Dr Michel Feider, conseiller technique de la Protection Civile a présidé la conférence lors de laquelle plusieurs attentes et problèmes importants ont pu être identifiés et débattus :

A) LE PROBLÈME DU MULTILINGUISME

Le problème du multilinguisme a été identifié comme un des problèmes majeurs que rencontrent non seulement les utilisateurs mais également les opérateurs des centraux de secours d'urgence.

Il a été retenu en outre qu'il serait souhaitable que les Etats Membres prennent les dispositions nécessaires pour garantir au sein de leur centre 112 une communication dans les langues officielles de l'UE au minimum.

Ceci peut être assuré soit par des contrats avec des sociétés commerciales d'interprétation, comme cecl est le cas dans certains Etats Membres, soit par des technologies modernes de traduction, des systèmes commerciaux qui existent et qui sont en plein développement.

B) LA COORDINATION DES APPELS

La coordination des appels a été identifiée comme un problème souvent non résolu de façon satisfaisante au sein des différents Etats Membres.

En fait, il existe plusieurs approches pour la coordination des appels de secours.

- le central intégré qui gère toutes sortes d'appels d'urgence,
- un central de coordination (pouvant être desservi soit par la police, soit par les sapeurs-pompiers, soit par la protection civile) qui dévie tous les appels d'urgence n'entrant pas dans leur domaine de compétence vers les centraux appropriés,
- la simple déviation lors de la composition du numéro 112 vers un central existant,
- un central commercial de dispatching sans la moindre compétence dans la gestion des urgences elles-mêmes.

Le workshop a retenu que le central de secours d'urgence intégré est la meilleure solution à long terme pour gérer les appels de secours. Cependant, suite au développement historique des centraux de secours d'urgence (CSU) cette solution est rarement envisagée par les Etats Membres.

Vient s'ajouter que souvent la volonté de regrouper les différents centraux de secours d'urgence se heurte à des problèmes spécifiques, comme par exemple le secret médical, le secret policier, etc.

C) LA LOCALISATION DES APPELS

Par « localisation des appels », il n'y a pas lieu d'entendre seulement la localisation dans le sens strict du terme, mais également tous les problèmes y associés:

- la confidentialité des appels,
- la prise en charge des coûts des appels,
- les problèmes de conventions avec les opérateurs de réseau,
- le cahier des charges lors de nouvelles licences,
- la disponibilité et la fiabilité des bases de données disponibles, leur mise à jour,
- la responsabilité des opérateurs de réseau et des opérateurs du central de secours d'urgence.

Le problème de la localisation des appels est un problème technique et juridique complexe qui mériterait d'être pris en compte lors de l'élaboration de la nouvelle Directive télécommunication.

D) SERVICES FOURNIS PAR LES CSU

Il serait indiqué que cette nouvelle Directive définisse de façon claire ce qu'il faut entendre par urgence : en effet, la définition de l'urgence peut donner lieu à une interprétation large pouvant avoir une répercussion sur la mise en oeuvre des centraux de secours d'urgence.

Par exemple, est-ce que l'urgence sociale fait partie des missions du central des secours d'urgence ?

Il a été retenu qu'une définition devrait être reprise dans la nouvelle Directive télécommunication pour assurer une meilleure orientation des Etats Membres.

Par urgence, il faut entendre tant ce qui met en danger:

- la vie humaine
- la propriété
- l'environnement

E) L'INFORMATION DU CITOYEN

Le workshop a identifié deux sortes de problèmes d'information:

- le manque d'information de la population sur la mise en oeuvre du numéro unique européen endéans les Etats Membres,
- le manque d'information pour les voyageurs endéans l'Europe des services d'appel d'urgence d'application dans les différents Etats Membres,

Le principe de l'obligation des Etats Membres d'informer sa propre population, mais également l'obligation de divulguer cette information aux populations des autres Etats Membres devrait être inscrit dans la nouvelle Directive.

F) FORMATION D'OPÉRATEURS DU CSU

La formation ainsi que la formation continue des opérateurs des centraux de secours d'urgence a été identifiée par les participants du Workshop comme étant souvent non satisfaisante.



En effet, la formation se fait sur le tas et le profil des personnes recrutées n'est pas clairement défini.

Plusieurs sujets ont été identifiés qui nécessitent un meilleur encadrement lors de la formation et de la formation continue:

- la capacité de communication,
- la formation technique (l'outillage de communication, etc...),
- la gestion du stress, tant au niveau des utilisateurs qu'au niveau des opérateurs,
- la gestion des conflits.

Il existe plusieurs outils au niveau communautaire pour aider les Etats Membres dans ce domaine spécifique:

- l'échange d'experts des différents centraux de secours d'urgence au niveau des Etats Membres, programme qui existe d'ailleurs dans le cadre du programme d'action communautaire en matière de protection civile soutenu financièrement par la Commission,

- l'organisation d'un workshop subséquent relatif à la définition d'un curriculum idéal des opérateurs des centraux de secours d'urgence ainsi qu'à l'élaboration d'inventaires de bonnes pratiques impliquant un retour d'expériences

G) EDUCATION DES UTILISATEURS, SURTOUT DU JEUNE PUBLIC SUR L'UTILISATION APPROPRIÉE DU NUMÉRO 112

Les discussions au sein du workshop ont montré que l'abus des numéros d'appel d'urgence peut atteindre dans certains Etats Membres 80% de tous les appels (la définition de l'abus est cependant étroitement liée à la définition de l'urgence).

Cependant, ce problème du quotidien semble jouer un rôle prépondérant dans certains centraux de secours d'urgence avec des répercussions directes sur la gestion du stress et la gestion des conflits.

Le seul moyen pour essayer de minimiser les abus, serait, à part le moyen pénal, une formation et une éducation appropriée, surtout des jeunes, sur l'utilisation appropriée du numéro d'appel d'urgence.

Le problème serait partiellement à résoudre dans le cadre de l'information du public mais également par le biais de campagnes d'éducation et d'information dans les écoles...

Comme on peut le constater, ce workshop aura permis un échange de point de vue fructueux entre les différents membres de l'Union Européenne et le Service National de la Protection Civile tient à réitérer tous ses remerciements envers les différents participants pour leur excellente collaboration.

Guy Bley

DIE ÜBERWACHUNG DER RADIOAKTIVITÄT: (I) DAS NATIONALE MEß-UND ALARMNETZ

Im Jahre 1983 entschied die luxemburgische Regierung den Aufbau eines nationalen Meß- und Alarmnetzes zur kontinuierlichen Überwachung der Radioaktivität auf unserem Territorium. Einerseits ist Luxemburg, gemäß Artikel 35 des EURATOM-Vertrages, dazu verpflichtet, die Radioaktivität auf seinem Territorium zu überwachen, andererseits hat der Bau der 4 Reaktorblöcke in Cattenom sowie die Präsenz mehrerer anderer nuklearer Anlagen im nahen Ausland diese Entscheidung beschleunigt.

Figur 1.
Die nuklearen Anlagen im nahen Ausland



Seit Inbetriebnahme der ersten automatischen Meßstationen im Jahre 1983 wurde dieses Überwachungsnetz kontinuierlich und systematisch ausgebaut.

DER AUFGABENBEREICH DES AUTOMATISCHEN MEß-UND ALARMNETZES

Im Jahre 1983 gab es noch keine internationalen Abkommen oder Konventionen zur gegenseitigen Information und Benachrichtigung bei nuklearen oder radiologischen Unfällen und somit gab es ein starkes Bedürfnis, ein eigenes nationales Meßnetz aufzubauen.

War die Zielsetzung dieses Meßnetzes am Anfang lediglich die Alarmierung der zuständigen Behörden bei nuklearen Unfällen, so hat sich der Aufgabenbereich mit den Jahren gewandelt. Der heutige Aufgabenbereich dieses Meßnetzes umfaßt:

- die kontinuierliche Messung des natürlichen Strahlenpegels zur Festlegung von Referenzwerten;
- die kontinuierliche Kontrolle von etwaigen radioaktiven Ableitungen aus nuklearen oder anderen industriellen Anlagen;
- die schnelle Warnung der verantwortlichen Behörden im Falle eines nuklearen Unfalls;
- die schnelle Übersicht der räumlichen Verteilung der Radioaktivität auf unserem Territorium bei nuklearen Unfällen.

Einige dieser Aufgabenbereiche sind einfach durchzuführen. Andere Aufgaben, wie die online Dispersionsberechnung radioaktiver Wolken und

die damit verbundenen komplexen prognostischen Dosisberechnungen zur Entscheidungshilfe bei nuklearen Katastrophen sind kaum zu bewältigen. Unser Land bleibt also auch nach wie vor auf Informationen aus den jeweiligen Nachbarstaaten angewiesen.

AUFBAU DES AUTOMATISCHEN MEß-UND ALARMNETZES

Zur Erfassung und Kontrolle radiologischer Notfallsituationen sind folgende Meßdaten erforderlich:

- die Gamma-Dosisrate in der Luft;
- die künstliche Gesamt-Alpha-aktivität in der Luft;
- die künstliche Gesamt-Betaaktivität in der Luft;
- die Iod-131 Konzentration in der Luft (staubgebundenes und gasförmiges Iod);
- relevante nuklidspezifische Konzentrationen in der Luft und in anderen Belastungspfaden.



- Gamma-Dosisleistung; online; (Junglinster, Dippach; Schuttrange in Planung)
- Gamma-Aktivität im Moselwasser; online
- Probenahme von Aerosolen, Gesamt Alpha & Beta Aktivität, Radon; online
- Probenahme von Aerosolen, Gesamt Alpha & Beta Aktivität, Radon; nuklidspezifische Bestimmung mittels Gammaskopie; online
- ▲ Hochleistungs-Aerosolprobennehmer
- ◆ Automatische Entnahme von Wasserproben, Erfassung meteorologischer Daten
- ↑ Erfassung meteorologische Daten
- Kernkraftwerk Cattenom

Figur 2 zeigt die verschiedenen Meßstationen welche derzeit in unserem Lande in Betrieb sind.

Unser Überwachungsnetz umfaßt derzeit:

- 15 Meßstationen zur kontinuierlichen online Erfassung der Gamma-Dosisleistung in der Luft (drei weitere Stationen sind derzeit in Bau);
- 2 Meßstationen zur online Erfassung der Gesamtgamma-Aktivität im Moselwasser;
- 1 Station zur kontinuierlichen Entnahme von Wasserproben der Mosel;
- 1 Station zur kontinuierlichen online Erfassung der künstlichen Gesamt-Alpha, bzw. der Gesamt-Betaaktivität, sowie der Konzentration des natürlichen Radons in der Luft;
- 1 Station zur kontinuierlichen Probenahme von Aerosolen;
- 2 Stationen zur Erfassung verschiedener meteorologischer Daten;
- 1 vollautomatische Meßstation in Frankreich mit online Erfassung der künstlichen Gesamt-Alpha, der Gesamt-Betaaktivität, sowie des natürlichen Radons der Luft, verbunden mit einer gammaaspektrometrischen quantitativen Bestimmung relevanter Nuklide.

BESCHREIBUNG DER EINZELNEN MEßSTATIONEN

Die 15 Stationen zur Messung der Gamma-Dosisleistung bilden das eigentliche historische Herzstück des Alarmnetzes. Sie bestehen jeweils aus zwei Geiger-Müllerzählrohren, eines zur Messung niedriger Dosisleistungen und eines zur Messung hoher Dosisleistungen. Diese Meßsonden sind meist an öffentlichen Gebäuden angebracht (Einsatzzentren, kommunale Gebäude usw.). Diese Sonden dienen in erster Reihe zur Alarmierung der Behörden bei radioaktiven Ableitungen in die Luft nach kerntechnischen Unfällen, sind jedoch in solchen Situationen äußerst nützlich zur schnellen Einschätzung der radiologischen Lage in den verschiedenen Teilen unseres Landes.

Die Erfassung flüssiger Ableitungen in die Mosel bei nuklearen Unfällen erfolgt mittels zweier Natrium-Jodid Szintillationszählrohren welche direkt in das Moselwasser tauchen. Mit diesen Detektoren wird die Gesamt-Gammaaktivität des Wassers erfasst, erlaubt jedoch keine nuklidspezifischen Aussagen. Flüssige Ableitungen in die Mosel stellen vom radiologischen Standpunkt her gesehen ein weitaus geringeres Risiko dar als radioaktive Ableitungen in die Atmosphäre. Für Routinemessungen und zur Kontrolle zwecks Einhaltung der Verträge zwischen Deutschland, Luxemburg und Frankreich flüssige Ableitungen der Radioaktivität betreffend, werden Wasserproben entnommen, welche dann im Laboratorium der Strahlenschutzbehörde weiteren Untersuchungen unterzogen werden.

Weiterhin verfügt dieses Meßnetz über zwei meteorologische Meßstationen. Eine Meßstation befindet sich am Düdelinger Antennenmast von RTL. Er dient ausschließlich zur Bestimmung des Temperaturgradienten in der Luft, da dieser Gradient die Stabilität der Wetterlage direkt widerspiegelt. Diese meteorologischen Stabilitätskriterien spielen eine wichtige Rolle bei der Berechnung der Dispersion radioaktiver Substanzen in der Atmosphäre.

Eine weitere meteorologische Meßstation befindet sich im Moseltal. Diese ist notwendig zur genauen Feststellung der Windverhältnisse in der unteren Moselgegend, da im Moseltal die herrschenden Windverhältnisse nicht mit denen der Gesamtwetterlage unbedingt übereinstimmen, was bei einem kerntechnischen Unfall jedoch von Bedeutung sein kann.

Die vollautomatische Meßstation welche 1996 auf französischem Territorium errichtet wurde ist ein technologisches Glanzstück. Hier werden sowohl die Gesamt-Gamma, Beta- und Alphaaktivität in

der Luft bestimmt als auch eine nuklidspezifische qualitative und quantitative Analytik der Aerosole vollautomatisch durchgeführt. Außerdem ermöglicht diese Meßstation die Bestimmung des staubgebundenen und des gasförmigen Iods in der Luft, eine Bestimmung, die für die Durchführung der Iodprophylaxe (Einnahme von Iodtabletten) erforderlich ist. Diese Meßstation dient weniger der Alarmierung, sondern dient eher bei der Entscheidungshilfe zwecks vorbeugender oder durchzuführender Maßnahmen, denn letztlich geht es um den Schutz der Bevölkerung.

Dr Michel Feider
Division de la Radioprotection

M. Patrick Breuskin
Division de la Radioprotection

SCHWERER VERKEHRSUNFALL

GEMEINSCHAFTSÜBUNG PROTECTION CIVILE / LUXEMBURGER ARMEE

ORGANISATION:

Kurz nach 19.00 Uhr verliert auf der stark abschüssigen Straße von Hoscheid nach Gralingen in Höhe des Schießstandes „Bleesdall“ ein Autofahrer die Kontrolle über sein Fahrzeug und rennt mit hoher Geschwindigkeit in den Hof des Schießstandes der Luxemburger Armee, wo



kurz vorher eine Truppenabteilung von ungefähr 15 Mann sich bei ihrem LKW aufgestellt hat, um die Rückfahrt zur Kaserne anzutreten. Dabei werden mehrere Soldaten sowie die Insassen des PKWs verletzt; der PKW bleibt schließlich vom Hügel gebremst stehen.

Von einigen sich noch im Gebäude befindlichen Soldaten wird Alarm ausgelöst und erste Hilfe geleistet. Die Rettungsaktion läuft an...

Dieses Szenario war der Ausgangspunkt für eine Gemeinschaftsübung am 6. Juli, welche zusammen mit der Armee und dem Hosinger Einsatzzentrum von den beiden Instruktoren Portzen M. und Buijs J. sowie Lt. Ehmann St. organisiert wurde. Die Idee einer solchen realitätsnahen und gemeinsamen Übung entstand dadurch, daß die Verantwortlichen zur Erkenntnis gekommen waren, daß ein solches Szenario, bedingt durch die vielen Aktivitäten unserer Armee im Ösling, durchaus Realität werden könnte.

Da im Ernstfall bei einem solchen Ereignis relativ viele Einsatzkräfte und Einsatzmaterial benötigt werden, wurden neben dem Hosinger Einsatzzentrum und den Kräften der Armee auch noch andere Einsatzzentren aus der nahen Umgebung um Hilfe gebeten.

Beteiligte Einheiten und Fahrzeuge:

- Luxemburger Armee:
 - 1 „Hummer-Ambulanz“
 - 1 Ambulanz – Mercedes
 - 1 Bus mit Tragen
 - 1 MTW – Transit

- PC Hosingen:
 - Ambulanz 1
(reserviert für „echte“ Notfälle)
 - Ambulanz 2
 - Ambulanz Reserve
 - LT – Sauvetage
 - LT – GW + Anhänger / PMA
 - MTW – Transit
- PC Diekirch
- PC Troisvierges
- PC Ettelbrück
- PC Larochette
- SAMU - Reserve
 - Ambulanz II mit 3 Ambulanciers
 - Die Mannschaft des SAMU wurde vom Escher SAMU gestellt, da Ettelbrück aus personellen Gründen leider keine Mannschaft zur Verfügung stellen konnte.

Die für die Übung notwendigen „Verletzten“ wurden teilweise von der Armee sowie dem Einsatzcenter Pétingen gestellt und wurden fachgerecht von den beiden ebenfalls anwesenden Instruktor Horper N. und



Gillen C., unter Mithilfe von Thinnès S., Buijs Chr. und Hoffmann M. aus Lintgen, geschminkt und vorbereitet.

Das Verletzungsmuster bestand aus 7 polytraumatisierten (U1), 7 schwerverletzten (U2) und 7 leichtverletzte respektive beteiligte Personen (U3).

Nachdem sich alle Einsatzkräfte gegen 19.00 Uhr am Treffpunkt an der Nationalstraße 7 in Höhe des Hotel Leweck eingefunden hatten, konnte die Übung beginnen. Um die Übung realistisch ablaufen zu lassen, hatten die Verantwortlichen beschlossen, die Einheiten in kleinen Zeitabständen zum Einsatz kommen zu lassen, da auch in der Realität nicht sofort alle Rettungskräfte verfügbar sind.

Um bei einem wirklichen Zwischenfall während der Übung direkt und wirksam eingreifen zu können, war ebenfalls vorsorglich von den Verantwortlichen ein Code-Wort festgelegt worden um die Übung abbrechen zu können.

ABLAUF:

Nachdem alle Beteiligten an den ihnen zugewiesenen Plätzen waren, wurde gegen 19,10 Uhr Alarm ausgelöst. Den erst eintreffenden Mannschaften bot sich ein Bild des Chaos, nach einigen Startschwierigkeiten gelang es ihnen jedoch die Schadensstelle einzuteilen und eine Verletztensammlung aufzubauen, wo die Verletzten nach Sichtung und Triage durch den SAMU-Arzt im PMA versorgt wurden.



Nachdem die Verletzten transportfähig waren, wurden sie nacheinander, je nach der Schwere ihrer Verletzungen auf die einzelnen, zur Verfügung stehenden Ambulanzen und Transportmittel verteilt und ins Krankenhaus abtransportiert. Die letzte verletzte Person wurde gegen 20.42 Uhr abtransportiert,

so daß nach den Aufräumarbeiten die Übung um 21.00 Uhr zu Ende war und alle Einsatzkräfte sich ins Hosinger Einsatzzentrum begeben konnten, wo ihnen von den Hosinger Kollegen eine Stärkung angeboten wurde.

SCHLUSSBEMERKUNGEN:

An sich eine erfolgreiche und gut organisierte Übung, das Übungsziel die Zusammenarbeit PC und Armee sowie das Verhalten in einer nicht alltäglichen Situation konnte geprobt werden. Obwohl manche Fehler (Rückmeldungen, Fahrer beim Fahrzeug, „Parkingzone“,...) gemacht wurden, sind solche Übungen ein Schritt in die richtige Richtung, denn aus Fehlern kann man lernen.

Zum Schluß noch einen herzlichen Dank an alle Beteiligten, welche höchst motiviert und engagiert an dieser Übung mitgemacht haben.

für das Organisationsteam
JP. Buijs

NEUE AUSBILDUNGSMETHODE

Wie bereits in der letzten Ausgabe angekündigt, soll an dieser Stelle eine Zusammenfassung eines Vortrages erfolgen, der anlässlich des diesjährigen „colloque des cadres“ in Schimpach präsentiert wurde. Das Thema behandelte das bestehende Aus- und Weiterbildungssystem beim Zivilschutz, sowie eine neue Großschadenslage-Ausbildungs-Methode, welche wir zu Beginn des Jahres 2001 einführen wollen.

Die Bildung, und das in allen Bereichen, stellt beim Zivilschutz ein wichtiges Thema dar, was sich dann auch hauptsächlich in den jährlichen Ausgaben widerspiegelt welche nicht zu vernachlässigen sind. Über die Wichtigkeit einer angepassten Bildung beim Zivilschutz sind wir uns bewußt und wir schließen uns dem Zitat von John F. Kennedy an, der sagte: „ Es gibt nur eins, was auf Dauer teurer ist als Bildung: keine Bildung“.

Unser Ausbildungsprogramm teilt sich auf in zwei Sparten:

1. interne Ausbildung
2. externe Ausbildung.

Der Bereich Interne Ausbildung umfaßt die Aus- und Weiterbildung unserer Mitarbeiter, sowohl freiwillige Helfer, Instruktoeren als auch Mitarbeiter der Direktion und Disponenten der Notrufzentrale. Angeboten werden hier Kurse und Fortbildungsveranstaltungen für die Ambulanzhelfer, Rettungs- und Bergungsmannschaften, Spezialeinheiten wie Froschmänner, Hundestaffel, Krisenintervention, CNA usw. Den Disponenten der Notrufzentrale steht, seit diesem Jahr die Möglichkeit zur Verfügung sich in einen, auf ihre Bedürfnisse angepassten Weiter-

bildungskursus zu melden, der vom Institut National d'Administration Publique, organisiert wird. Desweiteren läuft seit einigen Jahren, in enger Zusammenarbeit mit der Berufsfeuerwehr der Stadt Luxemburg, ein Ausbildungszyklus unter der Bezeichnung „Gestion de situations d'exception“. Bisher wurden diese Kurse ausschließlich Disponenten, Instruktoren sowie den Leitern der Einsatzzentren angeboten. Wir haben vorgesehen, im Rahmen der Möglichkeiten, diese Ausbildung allen Freiwilligen des Zivilschutzes anzubieten.

Aufgabe des Tätigkeitsbereichs Externe Ausbildung sind Organisation und inhaltliche Gestaltung von Erste-Hilfe-Kursen. Es handelt sich hierbei um ein Breitenschulungsprogramm bei dem es klassischerweise um die Anleitung zur Selbsthilfe geht. Es handelt sich hierbei um eine „missionarische“ Tätigkeit, wobei nicht einfach nur die Fertigkeiten der Ersten Hilfe vermittelt werden müssen, sondern vorrangig klarzumachen ist, dass unser Rettungsdienst ohne Ersthelfer im Grunde nur sehr beschränkt funktionieren kann. Von dieser Stelle aus einen großen Dank an all unsere Instruktoren für ihre geleistete Arbeit.

Zugentgleisung, Massenkarambolage auf der Autobahn, Brand in einer Diskothek : In diesen Ausnahmesituationen müssen viele Verletzte gleichzeitig aus Trümmern in Sicherheit gebracht, versorgt, ins Krankenhaus transportiert werden. In solchen Fällen stößt der reguläre Rettungsdienst schnell an seine Kapazitätsgrenzen. Da wir, bisher, glücklicherweise, meistens von solchen Situationen verschont blieben, stellte sich trotzdem die Frage: Wie können wir es erreichen, dass unsere Ausbildungssysteme die Bedürfnisse der Einsatzmannschaften in Ausnahmesituationen besser berücksichtigen und so den freiwilligen Helfern die Kompetenz und Qualifikation vermitteln, die bei solchen Einsätzen gefragt

ist? Bisher konnte man sich auf eine solide Grundausbildung stützen, die durch spezifische Weiterbildungskurse und realitätsbezogene Übungen ergänzt wurden. Wir wollten es aber nicht dabei belassen und haben nach Wegen gesucht, die Aus- und Weiterbildung im Hinblick auf Großschadenslagen zu verbessern. Ab Herbst dieses Jahres wollen wir für die Aus- und Weiterbildung der Freiwilligen, für den Einsatz bei Großschadenslagen, eine neue Planspiel-Ausbildungsmethode anwenden.

Dieses System, wo der Ablauf des Geschehens in realer Zeit abläuft, dient dazu die zur Verfügung stehenden Rettungsmittel, die in einer Anfangsphase limitiert sind optimal, den Gegebenheiten anzupassen. Koordination, Kommunikation und Entscheidungshilfe wird hierdurch trainiert und zwar in einem, der Realität angepaßten Maßstab, wobei die Konsequenzen der verschiedenen Befehle nachvollzogen und verständlich gemacht werden können. Man arbeitet mit Magnettafeln und Symbolen. Die Symbolfiguren repräsentieren alle einzelnen Funktionen und Hierarchien der Einsatzkräfte und der „Chaine médicale“ sowie der Verletzten. Jede Verletztenfigur enthält eine globale Beschreibung seiner Verletzung und seines kardio-vaskulären Zustandes. Zu jedem Patienten gibt es ein realistisches, detailliertes Photo was die Verletzungsmuster betrifft.

In diesem Ausbildungssystem sind alle Einsatzkräfte die vor Ort involviert sind integriert z.B. Feuerwehr, Rettungsmannschaften, Ambulanzhelfer, SAMU, Air Rescue, Polizei, Ärzte sowie die sich anschließenden Krankenhäuser.

Charel Brück

AUSBILDUNG ZUM BOOTSFÜHRERSCHEIN "A"

Der Einsatz von Rettungsbooten durch Einsatzkräfte, des Zivilschutzes sowie der Feuerwehr hat in Luxemburg eine lange Tradition.

Nach den Überschwemmungen, Anfang der 90er Jahre, wurde die Anzahl und die Aufteilung der Rettungsboote in unserem Land neu überdacht und angepaßt. Somit bestand auch ein Bedarf an Leuten, die im Besitz des Bootsführerscheins sind und die neben ihrer Rettungstätigkeit auch noch im Umgang mit Booten geübt sind, auch unter erschwerten Einsatzbedingungen.

Da die Direktion des Zivilschutzes der Meinung ist, daß der Fahrer eines Rettungsbootes einen gültigen Bootsführerschein besitzen soll, musste also etwas in Richtung Bootsführerausbildung getan werden. Es entstand also der Bedarf, die Rettungskräfte von Zivilschutz und Feuerwehr entsprechend auszubilden und die nötigen Vorbereitungskurse zur Prüfung des Transportministeriums abzuhalten.

Die luxemburgische Gesetzgebung, was den Bootsführerschein anbetrifft, ist vor ein paar Jahren in Kraft getreten. Nach Absprache und Übereinkunft zwischen dem Transportministerium und dem Innenministerium wurden verschiedene Mitglieder der Tauchergruppe des Zivilschutzes, welche über die notwendigen Kenntnisse zur Ausbildung der Freiwilligen von Zivilschutz und Feuerwehr verfügen, vom Transportministerium befähigt die Vorbereitungskurse zum Bootsführerschein abzuhal-

ten. Die Ausbilder verfügen über eine "Ausbilderlizenz" des Transportministeriums. Somit kann nun der Bedarf für die Feuerwehr und den Zivilschutz im Rahmen der Ausbildung von Bootsführern in eigener Regie durchgeführt werden.

Der Anwärter des Bootsführerscheines muß sich genau wie beim Autoführerschein, dem Examen der Prüfungskommission des Transportministeriums unterziehen.



Im Jahre 1999 begannen die ersten 80 Anwärter mit der Bootsführerausbildung. Diese Ausbildung begreift folgende theoretischen Kapitel:

- Schifffahrtspolizeivorschriften
- Tag- und Nachtkennzeichnung der Fahrzeuge und schwimmenden Geräte
- Sichtzeichen im Fahrwasser, am Ufer, an Brücken und an Schleusen
- Schallsignale
- Sicherheitsvorschriften
- Sicherheitsausrüstung und sonstige Anforderungen
- Seemannschaft
- usw.

Von Anfang an war das praktische Führen von Booten ein Schwerpunkt der Ausbildung. Zwar sind keine praktischen Bootsfahrten in der Prüfung vorgesehen, so bietet doch der Zivilschutz einen praktischen Lehrgang zur Handhabung der Boote an. Geschult wird nun sowohl auf dem Schnelleinsatz-Schlauchboot, wie auch auf dem Mehrzweckboot.

Nach bestandener Prüfung kann das Rettungsboot auf unserer SchiffsstraÙe bewegt werden, ohne sich nun mehr über die Fahrgenehmigung Gedanken machen zu müssen. Nach dem Motto "learning by doing" können sich nun, unter normalen Bedingungen, die benötigte praktischen Kompetenzen angeeignet werden.



Praktikum eines Bootsscheines in Remich an der Mosel.

Im Moment besteht ein großes Bedürfnis den Mangel der letzten Jahre aufzufangen. Die angebotenen Kurse für den Bootsschein sind gut besucht. Ein letzter Kurs für dieses Jahr, wird im Herbst im Norden angeboten.

Roland Disiviscour

285 NEUE AMBULANZHelfER UND RETTUNGSHelfER BEI ZIVILSCHUTZ, DEM ROTEN KREUZ UND DER FREIWILLIGEN FEUERWEHR

Am vergangenen 8. Oktober wichen in der Halle der "Base Nationale de Support" in Lintgen die schweren Einsatzfahrzeuge vor etwas mehr als 300 Stühlen. Anlass für dieses doch etwas ungewohnte Bild, war ein ganz besonderer: 285 Freiwillige erhielten ihre Befähigungsdiplo-me als Ambulanz- bzw. Rettungshelfer von Innenminister Michel Wolter und Zivilschutzdirektor Léon Anen. In der zu diesem Anlass besonders geschmückten Halle wartete die Fanfare von Boevingen/Attert auf, um die Feierlichkeiten musikalisch zu umrahmen.

Leon Anen begrüßte die zahlreichen Ehrengäste und beglückwünschte die 285 neugebackenen Sekuristen, davon 138 "secouristes-ambulanciers" wovon wiederum 5 Mitglieder des Roten Kreuzes zu zählen waren, sowie 147 "secouristes-sauveteurs" (61 von der Protection Civile und 86 von der Freiwilligen Feuerwehr). Léon Anen betonte, daß man alles Mögliche tue, um die Mitglieder der freiwilligen Feuerwehr so schnell wie möglich in der Schule der Protection Civile auszubilden.

Die Entscheidung dieser Menschen, die einen Teil ihrer Freizeit der Allgemeinheit zur Verfügung stellen, sei um so lobenswerter da die Anzahl der Einsätze in den letzten Jahren ständig anstieg. 1999 fuhren die Ambulanzhelfer der Protection Civile über 26000 Einsätze, die Helfer des

Rettungsdienstes fast 6500 Einsätze. Es wird immer schwieriger, den Bereitschaftsdienst zu garantieren. Die Verantwortlichen beklagen sich darüber, daß es, besonders während der Arbeitsstunden, immer problematischer wird, Freiwillige zu finden, die verfügbar sind. Dies sei dadurch zu erklären, daß immer weniger Schichtarbeit geleistet wird, immer weniger Menschen in der Nähe ihres Domizils einen Arbeitsplatz finden und immer mehr Frauen berufstätig werden. Doch man soll diese Probleme nicht zu stark dramatisieren, noch kann man nach dem altbewährten Prinzip des Bereitschaftsdienstes fahren. Die Direktion der Protection Civile sucht nach Lösungen, falls man eines Tages der Bevölkerung nicht mehr die notwendige Hilfe garantieren könnte.

Der Direktor der Protection Civile betonte, daß die Ausbildung nicht mit dem bestandenen Examen abgeschlossen wäre, sondern, daß es bloß der Anfang einer Ausbildung sei, und daß die Helfer von Protection Civile auch weiterhin in ihren Zentren formiert würden.

Abschließend bedankte sich Léon Anen bei allen freiwilligen Helfern, sowohl bei den neuen, wie auch bei den "alten", für ihren unermüdlichen Einsatz gegenüber ihren Mitbürgern.

Innenminister Wolter schloss sich den Worten des PC-Direktors an und unterstrich, daß Momente wie dieser zu den schönsten in der Laufbahn eines Ministers gehörten. Er erinnerte daran, daß zwei Voraussetzungen erfüllt sein müssen, um den Zivilschutz aufrechtzuerhalten. Einerseits sind wir auf freiwillige Helfer angewiesen. Am Tage zuvor habe der neue Großherzog noch die Wichtigkeit des Benevolats hingewiesen. Andererseits jedoch müsse der Staat den Freiwilligen das nötige Material zur Verfügung stellen, um diesen ihre Aufgabe so viel wie möglich zu erleichtern.

Erst drei Tage zuvor habe die Regierung den neuen, mittlerweile bereits der vierte, Fünfjahresplan der Protection Civile angenommen. Es sei geplant, in den nächsten fünf Jahren Interventionsfahrzeuge und -material im Wert von über 300 Millionen anzuschaffen.

Der Minister nutzte abschließend die Gelegenheit um allen freiwilligen Helfern von Protection Civile und der Feuerwehr für ihren vorbildlichen Einsatz während der Geiselnahme in Wasserbillig zu danken. Ein besonderes Lob gelte der erst kürzlich gegründeten "Unité de support psychologique".

Anschließend erhielten die 285 Laureaten ihr wohl verdientes Diplom aus der Hand von Innenminister Wolter bevor dieser im Namen der Regierung zu einem Ehrenwein einlud, der von den Mitgliedern des Zenters Lintgen ausgeschrieben wurde.

Nachstehend veröffentlichen wir die Namenslisten der in den Sessionen 1999 und 2000 brevetierten Ambulanz- und Rettungshelferinnen und -helfer:

FEIERLICHE ÜBERREICHUNG DER BEFÄHIGUNGSDIPLOME

3e Promotion secouristes-ambulanciers 1999

Guerreiro George, Belvaux; Kerschen-Atten Ellane, Belvaux; Kerschen Estelle, Belvaux; Schneider Tania, Belvaux; Seyler-Kramer Gerda, Belvaux; Bintner Henri, Bettembourg; Decker Ben, Bettembourg; Lietz Guy, Bettembourg; Schuster Jim, Bettembourg; Schockmel-Staudt

Karin, Bettembourg; Staudt Nathalie, Bettembourg; Binder-Harles Tina, Bigonville; Frères-Diederich Jeanny, Bigonville; Frères-Mons Jill, Bigonville; Kintzle Maryse, Bigonville; Krieps Conny, Bigonville; Muller-Ginter Sylvie, Bigonville; Cotugno Patrizio, Dudelange; Heinen Sheila, Dudelange; Kaysen Germain, Dudelange; Muller Laurent, Dudelange; Rech Stéphanie, Dudelange; Schneider Yves, Dudelange; Schneider Roger, Dudelange; Weber Tom, Dudelange; De Fijter Lisbeth, Ettelbruck; Diederich Joe, Ettelbruck; Heinz Nadine, Ettelbruck; Hubsch-Schartz Nicole, Ettelbruck; Loscheider Dan, Ettelbruck; Schaul Daniel, Ettelbruck; Schwartz Jessica, Ettelbruck; Weber Sandra, Ettelbruck; Banz Nicolas, Hosingen; Breithoff Daniel, Hosingen; Lanners Ralph, Hosingen; Schaus Steve, Hosingen; Glaub Sascha, Junglinster; Hoff Simone, Junglinster; Kinnen Jean, Junglinster; Klaproth Nicole, Junglinster; Lentz Michèle, Junglinster; Menghi Jacques, Junglinster; Mersch Patricia, Junglinster; Nies Josée, Junglinster; Nies Muriel, Junglinster; Reding Michèle, Junglinster; Sauber Marc, Junglinster; Scheiden Gérard, Junglinster; Schiltz Juliane, Junglinster; Schroeder Paul, Junglinster; Stefansson Stefan, Junglinster; Wagener René, Junglinster; Weber Michel, Junglinster; Wirthor Juliane, Junglinster; Wirthor Nico, Junglinster; Becker Yves, Kayl; Metz Nadine, Kayl; Brachtenbach-Schieh Elfie, Larochette; Nehrenhausen Gaston, Larochette; Gratz Tamara, Lintgen; Lima da Pina Gracietta, Lintgen; Schaus Winfried, Lintgen; Calmes Carlo, Mamer; Frey Laurent, Mamer; Kayser Robert, Mamer; Maller Guy, Mamer; Neyens Léonie, Mamer; Wanderscheid Marc, Mamer; Wanderscheid Brigitte, Mamer; Muller Steve, Mertert; Ruecker Annabelle, Mertert; Schwall Marc, Mertert; Arendt-Bintener Ginette, Pétange; Biraschi Laurent, Pétange; Kieffer Isabelle, Pétange; Schwarz Frank, Pétange; Siegfried Christiane, Pétange; Rock-Isenbügel Claudia, Remich; Strillacci Antonio, Remich; Ewald-Diederich Carine, Schiffflange; Harsch Yves, Schiffflange; Loos-Mousel Marie-Claire, Steinfort; Loos Patrick, Steinfort; Boumans Frédéric, Wiltz; Margreve Alain,

Wiltz; Nickts Guy, Wiltz; Raach-Mehlen Sonja, Wiltz; Nestler Ronald, Croix Rouge; Pfeiffer Marc, Croix Rouge; Zenner Guy, Croix Rouge

4e Promotion secouristes-ambulanciers 2000

Dispa Christian, Bettembourg; Gillain Yves, Bettembourg; Burgun Nathalie, Dudelange; Coner Romain, Echternach; Stoltz Sandra, Echternach; Streitz Steve, Ettelbruck; Lutgen Christian, Hosingen; Voermans Marguerite, Hosingen; Greischer Patrick, Junglinster; Jacobs Philippe, Junglinster; Marteling Tania, Junglinster; Seller Fernand, Junglinster; Valvason Pascal, Junglinster; Wirthor Corinne, Junglinster; Deutsch Chantal, Kayl; Duarte Alzira, Kayl; Fox Emile, Kayl; Fernandes Da Silva-Stoos Nathalie, Larochette; Jonas Myriam, Larochette; Mossong Raymond, Larochette; Schiltz Tania, Larochette; Birscheidt Geraldine, Lintgen; Dias Orlando, Lintgen; Hofer Eva, Lintgen; McChesney Marianne, Lintgen; Mersch Diane, Lintgen; Szöllösy-Dias Monica, Lintgen; Veloso Bruno, Lintgen; Zanetti Arianna, Lintgen; Hutmacher Carole, Mamer; Oth Claudine, Mamer; Pasquini Guy, Mamer; Seiwert Yves, Mamer; Blondi Jérôme, Mertert; Duton Marc, Mertert; Faber Claude, Mertert; Feyder Véronique, Mertert; Hirtt Véronique, Mertert; Steffen Philippe, Mertert; Zondacq Yves, Schiffflange; Hoffmann-Kabers Béatrice, Steinfort; Pütz-Schlink Monique, Steinfort; Xhonneux Jean-Joseph, Troisvierges; Braquet Yves, Wiltz; Petitnicolas Alex, Wiltz; Chagnon Béatrice, Croix Rouge; Kremer Joé, Croix Rouge

Cours no. 67 secouriste-sauveteur; promotion 1999

Back Jean-Paul, Ehlerange; Delvaux Marco, Niederdonven; Deutsch Tom, Lamadelaine; Feiereisen Marc, Tuntange; Frisch Jean-Marie, Gonderange;

Glaub Sascha, Godbrange; Goricnik Egon, Heinerscheid; Greischer Patrick, Imbringen; Johanns Patrick, Sprinkange; Kremer Raymond, Leithum; Mainz Pol, Bettendorf; Marmann Alain, Junglinster; Marmann Philippe, Junglinster; Nies Muriel, Bourglinster; Oe Claude, Junglinster; Peter Willi, Imbringen; Scala René, Ehlerange; Schmitt Michel, Beidweiler; Schmitt Robert, Beidweiler; Schroeder Paul, Junglinster; Siebenaller Gérard, Gostingen; Thill Marcel, Lenningen; Wagener Jean-Paul, Mersch; Wampach-Welter Christiane, Schifflange; Weber Guy, Bissen; Weber Marie-Josée, Rollingen; Welter Marc, Schifflange; Wirtz Paul, Lellig

Cours no. 68 secouriste-sauveteur; promotion 1999

Baum Raymond, Lamadelaine; Becker Roland, Schifflange; Beissel Roger, Aspelt; Bernard Marc, Rodange; Dewans Roland, Warken; Dondlinger Yves, Dahlem; Eisenlöffel François, Syren; Enschede Marcel, Goesdorf; Geiben Edmund, Weiswampach; Gelhausen Ronny, Moutfort; Gengler Nicolas, Moutfort; Goedert Laurent, Esch/Alzette; Gomes da Silva Cristina, Schifflange; Kirsch Marco, Esch/Alzette; Mangen Robert, Ettelbruck; Nennig Manou, Syren; Schon Jacques, Grosbous; Schuller Joseph, Berdorf; Schumacher Frank, Wintrange; Schumacher Tom, Wormeldange; Thill Andy, Meispelt; Thill Henri, Redange; Thill Théo, Meispelt; Thix Kevin, Drinklange; Wacket Stéphanie, Belvaux; Weber Michel, Imbringen; Zellinger Carlo, Pratz

Cours no. 69 secouriste-sauveteur; promotion 2000

Bach Luc, Goebange; Bovang Guy, Roeser; Bricher Jean-François, Howald; Comes Michael, Mondorf; Deutsch Tom, Kayl; Everad Robert, Ettelbruck; Goncalves Paulo, Rambrouch; Hubert Pascal,

Roedt; Jemming Vincent, Hesperange; Kayser Jean, Grevenmacher; Kerschen Mike, Dudelange; Klopp Arsène, Kayl; Kremer Alex, Bourscheid; Leiner Christian, Heinerscheid; List Jean-Claude, Dudelange; Madree Charles, Manternach; Magar Daniel, Mamer; Mangen Carlo, Alzingen; Mangen Marco, Goebange; Michelis Tom, Niederkorn; Nilles Fernand, Filsdorf; Patrissi Lorenzo, Nagem; Paulus Jerry, Schifflange; Rapp Lucien, Grevenmacher; Ronvaux Philippe, Bertrange; Troes Marc, Tétange; Wallrabenstein Arsène, Esch/Alzette; Weber René, Grevenmacher; Weyland Albert, Differdange

Cours no. 70 secouriste-sauveteur; promotion 2000

Aniset Luc, Dudelange; Barthel Monique, Colpach; Baus Guy, Meispelt; Berna Marc, Reckange; Bouchart Marc, Keispelt; Braconnier Jean, Beringen; Dentzer Fernand, Beringen; Dietz Marc, Soleuvre; Folschette Laurent, Luxembourg; Gessner Wolfgang, Mondorf; Godart Nico, Meispelt; Hau Norbert, Medernach; Heinrich Marcel, Kehlen; Herold Daniel, Bissen; Hippertchen Paul, Moesdorf; Horsmans Daniel, Bissen; Horsmans Patrick, Bissen; Kieffer Edmond, Filsdorf; Klinker Marc, Wellenstein; Majerus Michel, Scheidgen; Marx Yves, Luxembourg; Miltgen Alain, Luxembourg; Nilles René, Filsdorf; Philipps Johnny, Rollingen; Schmit Robert, Canach; Schmit Romain, Canach; Schoellen Jos, Herborn; Schoos Christian, Tuntange; Schou Raymond, Herborn; Staudte Michel, Useldange; Thiel Elvire, Useldange; Thiel Gilles, Useldange; Weldert-Weis Viviane, Erpeldange

Cours no. 71 secouriste-sauveteur; promotion 2000

Arend Sven, Clervaux; Atten Bob, Differdange; Beissel Karin, Aspelt; Bodson René, Reuler; Borschette Marco, Luxembourg; Ceccon Steve, Bettembourg;

Froehling Alain, Alzingen; Gaul Carlo, Hosingen; Groben Nico, Frisange; Hirtzig Serge, Bous; Kieffer Laurent, Aspelt; Klein Patrick, Esch/Alzette; Krier Claude, Bech-Kleinmacher; Martin Andy, Eselborn; May Gerald, Itzig; Moes Nico, Rollingen; Pohl Sébastien, Remich; Prego Toni, Rollingen; Rodenbour Marc, Welscheid; Schaus Steve, Enscherange; Scheier Roland, Manternach; Schmit Eric, Hosingen; Schneider Alain, Bertrange; Turpel Jean-Paul, Kehmen; Van Asten Jacques, Welfrange; Veloso Bruno, Moesdorf; Wagener Lucien, Untereisenbach; Weber Roger, Colpach.

Jérôme Britz

MIT DEN NERVEN AM ENDE

EINSATZBERICHT DER USP-GRUPPE ÜBER DIE GEISELNAHME IN WASSERBILLIG

PRESSE-BERICHT

Mittwoch: 31. Mai 2000

Nachdem die Notrufzentrale 112 am Mittwoch gegen 15.45 Uhr das Meldungsbild einer Geiselnahme mitgeteilt hatte, ging es in erster Hinsicht darum, sich einen Überblick an Ort und Stelle zu verschaffen.

Eine Absprache erfolgte in Wasserbillig im Kulturzentrum zwischen dem Direktor der Protection Civile und dem Bürgermeister und ermöglichte die Auslösung der „alerte générale“ der USP (Unité de support psychologique) gegen 16.30 Uhr.

Daraufhin wurde ein Treffpunkt für die im Privatauto anfahrenen USP-Helfer ausserhalb von Wasserbillig, beim Einsatzcenter von Mertert vereinbart.

In der ersten Phase halfen die anwesenden P.C.-Sanitäter bei der Betreuung der Eltern, die zum Kulturzentrum geleitet wurden. Die Nachricht, dass im Festsaal des Kulturzentrums die Betreuung der betroffenen Eltern und Angehörigen geschehe, verbreitete sich rasch und dies dank der guten Zusammenarbeit mit dem SPPG (Service Psychologique Police Grand-Ducale). Bereits vor einem Jahr hatten die Verantwortlichen von Polizei und Protection Civile die Entscheidung getroffen, dass bei einem Groß-

schadensfall USP und SPPG sehr eng zusammenarbeiten würden, und somit wurde zum ersten Male das LAFP (Lieu d'Accueil des Familles et Proches) eröffnet. Daraufhin erhielt jeder der ankommenden Betroffenen ein SAI-Badge (Service d'Accueil des Impliqués). Dies ermöglichte es uns, einen Überblick über die im Festsaal anwesenden Personen zu behalten, sowie eine genaue Liste mit den Namen der Kinder- und Erzieherinnen aufzustellen. Gegen 17 Uhr war der Grossteil der USP-Helfer bereits eingetroffen und konnte sofort die Betreuung der Betroffenen übernehmen, als einige Augenblicke später bereits die ersten acht freigelassenen Kinder mit einer Erzieherin im Festsaal eintrafen. Bei allen Anwesenden verbreitete sich sodann die Hoffnung, daß die restlichen Kinder auch bald befreit würden.

Bevor die freigelassenen Kinder den Raum verliessen, wurden sie registriert. Vorhandene Stofftiere aus den Krankenwagen wurden an die befreiten Kinder verteilt.

Eine zufällig anwesende Erwachsenengruppe hatte in der Zwischenzeit die Verpflegung mit Kaffee und Getränken der Anwesenden übernommen.

Mittlerweile waren ebenfalls die Verantwortlichen des



Photo: Teddy Jaans

Verwaltungsrates des „Spatzennascht“ anwesend, um die Namensliste zu aktualisieren.

Gegen 18 Uhr wurde die Entscheidung getroffen, die „Hotline“ der Protection Civile zu aktivieren und deshalb wurden fünf USP-Leute zur Notrufzentrale beordnet.

Zur Sauberschrift wurde die Namensliste zur Notrufzentrale gefaxt, so daß um 19.30 Uhr die Hotline eröffnet werden konnte.

Um diese Zeit waren alle Eltern, sowie Angehörige der Familien in Wasserbillig anwesend. Die Betreuung erfolgte durch 20 Leute des USP-Teams und durch das Dreier-Team der SPPG. Die meisten Eltern äußerten ihre Gedanken, Ängste, ihren Ärger, ihr Unverständnis für diese grausame Tat an ihren hilflosen Kindern.

Desweiteren erfolgten viele Anfragen zur Person des Täters und des Motives der Geiselnahme.

Gegen 19 Uhr wurde eine INFO-Tafel im Festsaal aufgestellt. Sämtliche anwesenden Eltern und Angehörige (rund 80 Personen) bekamen ab diesem Zeitpunkt in regelmäßigen Abständen, Infos in luxemburgischer und französischer Sprache über Megaphon mitgeteilt.

Die meisten dieser Mitteilungen wurden erst nach Abstimmung mit dem SPPG veröffentlicht. Nach jeder Mitteilung wurde darauf hingewiesen, daß das USP-Team für persönliche Fragenbeantwortung zur Verfügung stünde.

Gegen 19.15 Uhr wurden ganz unerwartet nochmals weitere 8 Kinder in den Saal gebracht.

Protection

p@ge 44

p@ge 45

Aufgrund dieser Freilassung wurde die Straße des Tatortes „oben“ und „unten“ mit mindestens 2 USP-Helfern besetzt, um in Zukunft die befreiten Kinder noch besser in Obhut zu nehmen. In den Händen des Täters verblieben 30 Geiseln, davon 27 Kinder und 3 Erzieher.

Bei der Eröffnung der Hotline meldeten sich ab dem Beginn die betroffenen Familien, sowie aufgeregte Nachbarn, um Erkundigungen einzuholen.

Sodann wollte die Presse und die verschiedenen Botschaften Informationen zum Tatablauf erhalten.

Schlussendlich waren es besorgte Familienangehörige, die im Ausland oder in Übersee waren, die im Wirrarr der Informationen zuverlässige Angaben wünschten.

Gegen 21.30 Uhr erfolgte die Einteilung der USP-Mannschaft für die Nacht und den kommenden Tag und dabei wurde die Disponibilität für eine längere Zeit eingeplant.

Um 23 Uhr erfolgte die Einladung an die Anwesenden die Ruhemöglichkeit der bereitgestellten Notbetten durch die BNS Lintgen zu nutzen.

Unter den Eltern waren mittlerweile Solidaritätsgruppen entstanden, die sich selbst trösteten und Fragen beantworteten, dabei aber sorgfältig vom Medienaufgebot durch die Polizei abgeschirmt wurden.

Donnerstag: 1. Juni 2000

Von 1.00 bis 6.00 Uhr verblieben vier Mitglieder der USP-Gruppe in Decken dösend am Ort des Geschehens.

Ein Frühstück wurde den Eltern, Angehörigen und Rettungskräften gegen 8 Uhr gereicht. Dabei wurden sämtliche Mitglieder der USP-Gruppe nach ihrer körperlichen Verfassung befragt.

Sodann erfolgte die Bereitstellung von einem MTW „oben“, sowie „unten“ in der Straße, ergänzt durch die Polizei, die ebenfalls 2 Kleinbusse mit Fahrern zur Verfügung stellten.

Bedingt durch die sich zuspitzende Situation wurde die gesamte USP-Mannschaft nach Wasserbillig beordert, da verschiedene Mitglieder der USP-Gruppe sich eine Ruhepause gönnen wollten. So wurden auch die in der Ausbildung befindlichen USP-Helfer telefonisch für den Einsatz angefragt.

Eine unerwartete Freilassung von 2 Kindern erfolgte gegen 9.15 Uhr. Allerdings gab es dabei Unklarheiten, da die Zahl der freigelassenen Kinder anfangs höher eingeschätzt wurde.

Die befreiten Kinder wurden sofort in den Festsaal zu sämtlichen Eltern gebracht, anstatt zur vorgesehenen Auffangstruktur.

In der Mittagsstunde wurden sämtliche Mitglieder der USP-Gruppe wiederum neu eingeteilt und ein Mittagessen mit Eltern und Angehörigen wurde ermöglicht.

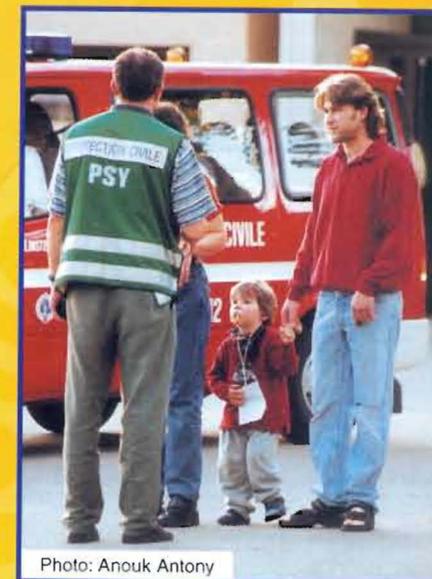


Photo: Anouk Antony

Protection

p@ge 46

p@ge 47

Um 12.55 Uhr erfolgte nochmals die Freilassung von zwei Kindern, wobei die befreiten Kinder wiederum in den Festsaal gebracht wurden, anstatt zum eingerichteten P.M.A.

Nach der medizinischen und psychologischen Kontrolle der Kinder durch eine Pedopsychiaterin begaben sich die Eltern mit ihren Kindern nach Hause.

Am frühen Nachmittag war eine angespannte Atmosphäre unter den Rettungskräften zu verspüren, doch die Lage beruhigte sich wiederum. Mitglieder der USP-Gruppe wurden nochmals nach ihrer körperlichen Verfassung befragt und über die noch individuell zumutbare Einsatzdisponibilität.

Die Namensliste wurde mit den Eltern ergänzt, um sie mit den Angaben der Nationalität und des Geburtsdatums zu vervollständigen.

Gegen 19 Uhr wurden die Rettungskräfte zur Bereitschaft aufgefordert und kurz darauf kam es zur glücklichen Befreiung der Geiseln.

Sodann wurden die Eltern informiert, dass zuerst die medizinische Betreuung der Kinder erfolge, um anschliessend die Eltern sofort zu ihren Kindern zu geleiten.

Bei dieser Zusammenführung von Eltern und Kindern war jeweils ein Mitglied der USP-Gruppe anwesend und den Eltern wurde ein INFO-Blatt über die psychischen Belastungen in einer traumatischen Situation ausgehändigt.

Viele Eltern liessen sich von Polizei-, sowie Zivilschutzautos zu ihren Wagen fahren, um dem Pressespektakel zu entgehen.

Um 21.50 Uhr war Einsatzende und es erfolgte ebenfalls die Schliessung der Hotline. Bis zu diesem Zeitpunkt wurden 164 Anrufe entgegengenommen mit einer Gesamtgesprächsdauer von 204 Minuten. Desöfteren konnten keine sofortigen Informationen erfolgen, deshalb wurde nach Überprüfung zurückgerufen.

Im Einsatz waren an den beiden Tagen 41 verschiedene Personen des USP-Teams.

Dienstag: 6. Juni 2000

Fast alle Eltern waren mit ihren Kindern an diesem Abend erschienen, um an einer Nachbesprechung teilzunehmen, bei der die Übergabe der Begleitung der Betroffenen durch die USP-SPPG an die sozialen Dienste erfolgte.

Desweiteren gab der Staatsanwalt die notwendigen Erklärungen zu der juristischen Prozedur ab und beantwortete die gestellten Fragen.

Der USP-Vertreter dankte den Eltern für die gute Mitarbeit während den 28 Stunden und teilte mit, dass damit der USP-Einsatz beendet wäre und ab nun die psychologische Begleitung durch die in dem Bereich tätigen sozialen Dienststellen erfolge und das Familienministerium dabei die Koordination übernehme.

Abschliessend wurde in Kleingruppen das Ereignis nochmals aufgearbeitet und dabei leiteten jeweils ein USP-Vertreter mit einer Fachperson der vom Ministerium aufgestellten Betreuungsgruppe eine Gruppeneinheit.

N.B.: Bewusst wurden in diesem Bericht die persönlichen Aussagen und Gefühlsbeschreibungen der Betroffenen nicht erwähnt, da die USP-Arbeit sich nach auferlegten Kriterien vollzieht.

Besonders veröffentlichte Berichte neigen dazu bei den betroffenen Eltern, wie auch Kindern, Erinnerungen an das belastende Erlebnis wach werden zu lassen, die dann durch ständige Wiederholungen zu psychosomatischen Belastungen führen können.

Desweiteren erfolgten die Zeitangaben nach Einsatzende und wurden dementsprechend angepasst.

Léon Kraus, aumônier der Protection Civile

40 JOËR AMBULANCIERS PÉTENG

(die etwas andere Feier)

Anfang dieses Jahres wurde dem Kader des Einsatz-Zenters Péteng von den Mannschaftsvertretern vorgeschlagen, eine Feier gelegentlich des 40-jährigen Bestehens des Zenters im Jahre 2000 vorzusehen. Der Vorschlag der Mitglieder: keine grosse Feier, ohne Übung, ohne Séance académique, ohne viele Ehrengäste. Ein Mitglied hatte schliesslich die Idee, alle noch lebenden Sekuristen und Ambulanzfahrer, welche ab 1960 dem Zenter angehörten und aktiv dabei waren, und sei es auch nur eine kurze Zeit, zu einer Art Konveniat einzuladen. Daraufhin arbeiteten verschiedene Mitglieder über 6 Wochen am Recherchieren der Adressen von früheren Aktiven. Anfang Mai wurden 345 Einladungen verschickt, eingeschlossen natürlich auch die 91 zu diesem Datum aktiven Ambulanciers und Sauveteure.

Das Datum war auf den 8. Juli festgelegt.

Ab 15.30 Uhr Eintreffen der früheren Mitglieder im Einsatzzenter, Begrüssungcocktail, Besichtigung des Zenters, Ausstellung aller Einsatzfahrzeuge neben dem Zenter.

92 frühere Mitglieder trafen nach und nach ein, es wurde diskutiert und gefachsimpelt über Ausstattung, Material und Einsatzwagen. Um 17.00 Uhr begrüsst Zenterchef Jean-Marie MAIS alle Anwesenden offiziell im Instruktionssaal und skizzierte kurz die Geschichte des Zenters.

Gegründet wurden die Sekuristen aus Péteng im Jahre 1955 durch Arsène Stracks, aber erst Ende 1959 wurde regelmässig Instruktion und Übungen

Protection

p@ge 50

p@ge 51



abgehalten und etwa 20 aktive Sekuristen waren zu diesem Zeitpunkt eingeschrieben. Daraufhin kaufte die Gemeinde Petingen eine Ambulanz (Ford K) und der erste Einsatz der Sekuristen mit diesem Wagen war am 18. Januar 1960. Im Jahre 1964 kam die erste Ambulanz der Protection Civile nach Petingen (Citröen Carrier). Die Sekuristen, welche anfangs als Rot Kreuz Sekuristen ihren Dienst taten, wurden ab 1961 in die Struktur der Protection Civile als UMA II (Unité Médicale Avancée II) eingegliedert ; im Jahre 1971 wurden diese UMA Gruppen aufgelöst und die Sekuristen wurden in die jeweiligen Zenter der Protection Civile integriert. Das Zenter Petingen, welches 1961 gegründet wurde, funktioniert nach heutigem Muster ab 1968. Der Zenterchef betonte, dass zum heutigen Tage 91 Mitglieder in den Listen des Zenters eingetragen sind (29 Frauen und 69 Männer) davon sind 86 aktiv im

Dienst mit folgender Ausbildung : 21 Sekuristen, 32 Ambulanciers, 8 Sauveteurs, 25 Ambulanciers/Sauveteurs. Herr Michel FEIDER , technischer Berater der Protection Civile, als Vertreter der Direktion, übermittelte dem Zenter seine Glückwünsche zum Jubiläum.

Nach diesen Ansprachen begaben sich die Anwesenden zur Pfarrkirche Petingen, wo ein Gottesdienst für alle verstorbenen Mitglieder abgehalten wurde.

Nach der Messe begaben sich alle Teilnehmer zum Restaurant « Champs Elysées », wo bei einem guten Festbankett noch bis spät in die Nacht über frühere Zeiten, Einsätze und Erlebnisse geredet wurde.

Roland Doemer

Civile

LA PROTECTION CIVILE AU ROYAUME - UNI

Introduction

Le Royaume-Uni est rarement frappé par des catastrophes naturelles dont l'ampleur requiert l'intervention des autorités centrales. Il n'existe donc aucune organisation nationale responsable des plans de sauvetage. Ce sont depuis longtemps les autorités locales qui assument la responsabilité des plans d'urgence pour faire face aux catastrophes. L'aspect légal est peu important et ne concerne que l'utilisation des services de Protection Civile en cas de catastrophes en temps de paix et d'accidents industriels.

ORGANISMES D'INTERVENTION

En cas de catastrophe, la réaction immédiate dépend des plans d'urgence établis par les services d'urgence (police, incendie, ambulance), les autorités locales, les services de santé, les responsables des installations industrielles et d'autres personnes, y compris les bénévoles. La préparation de ces plans, basés sur les directives et les instructions fournies par les autorités ou d'autres services, est souvent coordonnée par les autorités locales. Toutefois, les interventions sont coordonnées par la police.

Si une catastrophe atteint une ampleur à laquelle les moyens de secours disponibles sur le terrain ne peuvent faire face, l'intervention de moyens supplémentaires peut être demandée auprès des autorités et des organismes de la région ainsi qu'auprès des autorités centrales.

Il convient de signaler que seule une catastrophe d'une ampleur exceptionnelle justifie une coordination à l'échelon des autorités nationales.

Une aide supplémentaire peut également être demandée, au besoin, aux pays voisins, aux états membres de l'UE ou à l'OTAN.

FORMATION

La formation des personnels des services d'urgence, des autorités locales, des représentants de l'industrie et des associations bénévoles, est assurée, en particulier grâce à des exercices de protection civile, par le collège de planification des situations d'urgence (Emergency Planning College).

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT CENTRAL

L'évolution d'une catastrophe majeure ou prolongée est suivie par un service ministériel réduit, afin que des ressources supplémentaires puissent être rapidement dépêchées en cas de besoin et que les ministres puissent informer le parlement des progrès accomplis dans la

lutte contre les effets de la catastrophe. En pareil cas, le service ministériel doit veiller à ce que les mesures d'intervention du gouvernement soient coordonnées avec les mesures de lutte contre la catastrophe, notamment pour informer la population de l'action et des recommandations des autorités centrales. Des dispositions en vue d'une coordination entre ministères au niveau des services ou à l'échelon ministériel permettent d'aborder les problèmes qui ne peuvent être résolus dans le cadre des compétences d'un seul département ministériel. Des dispositions précises permettent aux autorités de faire appel à l'armée.

INTERVENTION LOCALE

A l'échelon local, l'intervention consiste à préciser les tâches prioritaires de chaque service de secours ainsi qu'à établir un centre local de premiers soins. Les autorités locales établissent un plan général appuyé par des plans particuliers à chaque organisme de secours.

D'PROTEX FIELS ZU MESEBUERG



VUM 3. BIS DEN 13. AUGUST 2000 WAREN SE NEES AN DER LOFT,
D'BALLOEN VUN DER EUROPAMEESCHTERSCHAFT,
DEI ZU MESEBUERG WAR
GROSS OPGEFOUERT. ENG IMMENS SAACHI

25 MANN WAREN AM ASAZ,
AN ENGEM ZELT MATT VILL PLAZ
MAT MATERIAL AN ENGER GELEINTER AMBULANZ AUS DER DIREKTION
WARE MER AN AKTION
STUNGEN DIREKT BEI DER BUEHN AN DER POLIZEI
ZESUMMEN HU MER GEHALEN ALLES AN DER REI.

Protection

p@ge 56

p@ge 57

12 LEIT PRO DAG HATE PERMANENCE,
DAT WAREN DER VILL ' PLEIN DANS LES VACANCES'
DACH SI HU VILL GELEESCHT, AN HIERER VAKANZ
ELLENG 186 STONNEN OP DAER ZWEETER AMBULANZ.

MIR WAREN VOLL DERBAI, DUERCH AN DUERCH,
HUNN 372 STONNEN PERMANENCE GEDRECKT ZU MESEBURG,
MOL AM REEN, MOL AM BULLI AN HEIANSDO D'SONN,
WAHREND 10 DEEG, RONDEREM D'STONN!

108 MOL HU MER EIS HELLEF UGEBUEDEN,
WAREN DOMAT AWER NET IWWERLUEDEN,
OCH 3 AMBULANZASAETZ HUNN EIS NET DERVUNN OFGEHAALEN,
OWES BEI DER DISCO MATTZEMAACHEN!

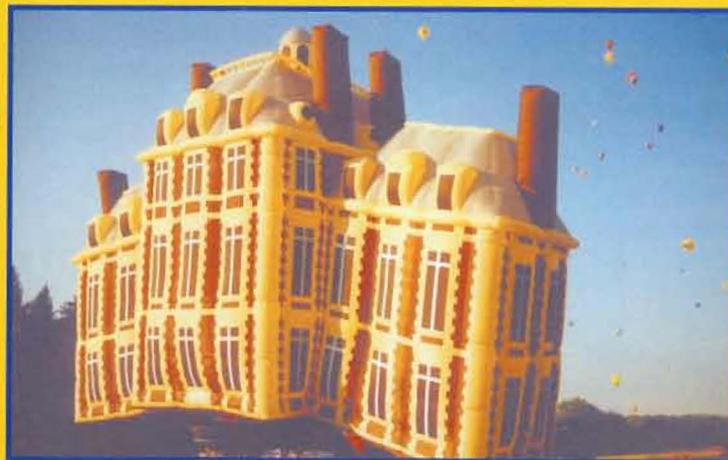
OCH AM V.I.P. ZELT WARE MER PRESENT,
WAREN UM DILL, PERMANENT,
HUNN 2 KANNER GESICHT, SI HAATEN SECH VERRANNT,
NO 2 STONNEN HAATE MER SE FOND, GOTT SEI DANK.

OCH L.A.R., D'LUXEMBOURG AIR RESCUE,
HAATE MER GERUFF A WAR DO AM NU,
WEI DE CHRISTOPH LUX AWER BIS KOMM,
STOUNG D'WAAFELHAISCHEN KROMM

DAUSENDE VUN LEIT AN ENG METERHEICH KOU,
WAREN UM SITE, HU GELAACHT, WARE FROU,
'NIGHT GLOWING' AN DER FIELS, ZU MESEBURG, AN DER STAD,
HUET D'LEIT AN D'STAUNE VERSAT.

VILL HU MER ZU MESEBURG GEHOLLEF AN GELAACHT,
HU GUTT GIESS, GEDANZT A GESCHWAART,
D'ATMOSPHERE WAR IMMENS BIS SPEIT AN D'NUECHT,
JIDDEREN HUET SAINT DERBAI ZOUGELUECHT.

DAAT WAR SE D'EUROPAMEESCHTERSCHAFT AM NEIE MILLENNIUM,
RONN 80 BALLOEN SIN IWWERT EIS GEFLUNN,
2 JAGUAREN VUN DER FRANSEISCHER ARMEI,
ENG LOKOMOTIV, ENG KAZ, E SCHLASS A KEI.



ET WAR ENG SUPER ZAIT, VOLL HUMOR A SPAASS,
HUNN ONS GUTT AMUSEIERT, ET WAR DECKE GAASS,
HU GESCHAFFT MATT ASAATZ A GEFILL,
MIR, D'FIELSER PROTECTION CIVILE.

Patrick Jonas

Civile

ERNSTFALLÜBUNG BEI COULEURS GERARD

ZIVILSCHUTZ UND FEUERWEHR ÜBTEN GEMEINSAM DEN NOTFALL

Am 30. Juni 2000 um 19Uhr 10 kam die Meldung in die Rettungswache Steinfort, dass es in der Farbenfabrik Couleurs Gerard in Kleinbettingen zu einer Explosion mit Feuerentwicklung und mehreren Verletzten gekommen sei.

Sofort machten sich der Rüstwagen LT, der erste Tankwagen und die erste Ambulanz des Zenters Steinfort auf den Weg zur Unfallstelle.

Bei Ankunft der Rettungsmannschaften kamen zwei Verletzte aus einer Halle gelaufen, welche über 7 weitere verletzte Personen im Gebäude berichteten. Die beiden wurden vom Rettungspersonal in Obhut genommen und aus dem Gefahrenbereich evakuiert.

Bei der nachfolgenden Lageerkundung musste festgestellt werden, dass es mit den vorhandenen Rettungskräften des „Centre d'Intervention Steinfort“ nicht ausreichte. So wurden die Feuerwehren aus der Gemeinde Koerich und Hobscheid sowie der Zivilschutz aus Redingen mit dem PMA und der zweiten Ambulanz nachgerufen.

Da sich gleich hinter dem Schadenselement ein großer Behälter mit mehreren tausend Litern flüssigem und brennbarem Material (Testbenzin White-Spirit) befand, musste dieser von der Feuerwehr aus Koerich abgekühlt werden, um eine Durchzündung zu verhindern.

Die Feuerwehr aus Hobscheid war für die Wasserversorgung zuständig und musste eine Versorgungsleitung über 1000 Meter legen.

Die Einheiten vom Zivilschutz Redingen und Steinfort waren mit dem Aufstellen des PMA und der Versorgung der Verletzten beschäftigt.



Die Feuerwehr und der Saufortage aus Steinfort übernahmen die Rettung und die Suche nach den Verletzten. Die Rettung musste wegen der starken Rauchentwicklung unter Atemschutz vorgenommen werden.

Da sich die Suche nicht sehr einfach gestaltete, und einige Verletzte sich auf der ersten Etage befanden, kam es zum massiven Einsatz von Atemschutzgeräteträgern, so dass auch Leute von den Nachbarwehren sich bei der Suche beteiligten.

Die geborgenen Verletzten wurden sofort zum PMA transportiert, wo Sie von den Rettungsteams aus Steinfort und Redingen weiter behandelt und dann per Ambulanz abtransportiert wurden.

Gegen 21 Uhr 30 kam die Meldung an die Einsatzleitung, dass sich im Gebäude keine weiteren Personen mehr befinden würden und somit alle Verletzte geborgen seien.



Nach der Übung wurde noch im „Centre d'Intervention" in Steinfort ein kurzes Debriefing abgehalten.

Danach wurde bei Getränken und Gegrilltem der gute Ablauf der Übung gefeiert.

Joël Krack

Réckbléck... Rétrospective... Flashback... Rückblick

Anmerkung der Redaktion:

In dieser Ausgabe möchten wir Ihnen eine neue Rubrik „Réckbléck...Rétrospective...Flashback...Rückblick" vorstellen. Diese Rubrik soll über Personen Auskunft geben bzw. in Erinnerung rufen, die den Rettungsdienst und die angrenzenden Gebiete (Medizin, Gesundheitswesen,...) geprägt haben. Es soll aber auch die Möglichkeit bestehen über Katastrophen oder Schadensereignisse aus vergangenen Zeiten zu berichten und gegebenenfalls Vergleiche anzustellen. Wir halten diese Rubrik offen für alle Interessierte und freuen uns auf Ihre Beiträge.

AUSLÖSER DER ERFORSCHUNG DER ALLERGIE VOR 150 JAHREN WURDE CHARLES ROBERT RICHEL GEBOREN

Immunreaktionen spielen bei der Abwehr des Wirtes gegen infektiös wirkende Ursachen eine wichtige Rolle. Dieser schützende Effekt heißt Immunität. Immer häufiger erkennt man jedoch, dass es auch unerwünschte Immunreaktionen gibt, die zu einer Schädigung wirtseigener Gewebe führen. Solche Reaktionen werden als Allergie bezeichnet.

Der französische Physiologe Charles Robert Richet prägte 1902 den Begriff „Anaphylaxie“ in einem Artikel, den er zusammen mit seinem Freund, dem Zoologen Paul Portier veröffentlichte: „De l'action anaphylactique de certains venins“. Das neue Kunstwort „Anaphylaxie“ (Überempfindlichkeit) markierte den Beginn der wissenschaftlichen Erforschung der Allergie, der sog. Allergologie.

EIN VIELSEITIGER WISSENSCHAFTLER

Charles Robert Richet wurde am 26. August 1850 als Sohn des berühmten Chirurgen Alfred Richet in Paris geboren. Er begann sein Medizinstudium trotz seines großen Interesses für Literatur und war auch hier bereits als Assistent bei den Chirurgen Le Fort und Verneuil tätig. Bald danach gab er seine chirurgische Laufbahn auf, um sich bei Marey, Bertholet und Vulpian physiologischen Studien zu widmen. 1877 beendete er seine Ausbildung an der Pariser Sorbonne, 1878 wurde er Dr. en sciences und 1879 „professeur agrégé“. Von 1887 bis 1927 wirkte er als Professor der Physiologie an der Medizinischen Fakultät in Paris.

Außerordentlich vielseitig ist die wissenschaftliche Tätigkeit Richets. Seinen ersten Arbeiten über das Empfindungsvermögen und über die Physiologie der Muskeln und Nerven, über die tierische Wärme und Atmung reihten sich die über Psychologie und Metaphysik, Chloralose, Leberfunktion, Epilepsiebehandlung (Richet-Toulousesche Therapie), Tuberkulosediat, Milchgärung und insbesondere Serumtherapie an. Schon 1888 zeigte er mit J. Héricourt, dass das Blut von Tieren, die gegen eine Infektionskrankheit geimpft worden waren, gegen diese eine Schutzwirkung entfalten. Die erste Seruminjektion, die überhaupt je an einem Menschen gemacht wurde, nahm Richet damals Assistent Verneuls am 6. Dezember 1890 im Hôtel-Dieu vor.

DIE ENTDECKUNG

In das Jahr 1902 fällt die Entdeckung des von ihm als Anaphylaxie bezeichneten Phänomens. Ausgangspunkt der Entdeckung war eine Einladung Richets und Portiers durch den Fürsten Albert I. von Monaco eine Expeditionsfahrt mit seiner Yacht auf dem Atlantik zu unternehmen. Dabei sollten die toxischen Eigenschaften von bestimmten Quallenarten erforscht werden. Nach ihrer Rückkehr im September 1901 setzten Richet und Portier ihre Versuche in Paris fort, um die Giftstoffe zu isolieren. Dabei machten sie eine überraschende Entdeckung: Während einer einmaligen Einspritzung von verschiedenen toxischen Fraktionen von Quallensubstanz an Hunden, kann deren Organismus sich vor einer Erkrankung schützen. Nach einer zweiten Injektion mit gleicher oder geringerer Dosis, einige Tage später, stellte sich ein lebensbedrohlicher Schockzustand ein der zum Tod der Hunde führte – die Anaphylaxie.

Durch die Entdeckung der möglichen Überreaktion auf Impfsereen leistete Richet aber einen wesentlichen Beitrag zum vernünftigen Umgang mit der Impftechnik. Auch die heutigen allergischen Reaktionen lassen sich mit der von Richet entdeckten Überempfindlichkeit des Immunsystems auf Substanzen, denen der Körper zuvor bereits ausgesetzt war, erklären.

Richet zeigte zeitlebens ein großes Interesse für Psychologie. Sehr früh experimentierte er unter anderem mit der Hypnose und ihrem therapeutischen Einsatz (*Du somnambulisme provoqué*, 1875) und zeigte, dass diese Phänomene real sind. Außer zahllosen wissenschaftlichen Arbeiten veröffentlichte er auch eine Fülle philosophischer und schöngestiger Schriften, darunter auch Dramen, einen Abriss der allgemeinen Geschichte, pazifistische Aufsätze (unter dem Pseudonym Charles Epheyre). Charles Robert Richet erhielt 1913 für seine Arbeit über die Anaphylaxie und seinen Beitrag zum besseren Verständnis der Allergien den Nobelpreis für Medizin und Physiologie. Er starb am 4. Dezember 1935 in Paris.

Charel Brück

UNSER VIELSEITIGER FUHRPARK (XVI)



Seit Juli 2000 besitzt die Hundestaffel der Protection Civile ihr eigenes Einsatzfahrzeug.

Es handelt sich um ein in der Werkstatt Lintgen umgebautes RTW.

Im hinteren Teil befinden sich 4 Hundekäfige für den Transport und die Unterbringung der Rettungshunde.

Im vorderen Teil wurde eine Sitzzecke für die Hundehalter eingerichtet mit Tisch, Waschbecken sowie Liegegelegenheit für 1 Person. Außerdem ist das Fahrzeug ausgerüstet mit 0,8 kW Stromerzeuger, Beleuchtungsmaterial, Funk sowie Ablegemöglichkeiten für verschiedene Geräte und Zubehör.



WENN DER STEIN INS ROLLEN KOMMT.....

23.9.00

Dieses Datum hatten die Verantwortlichen der Protection Civile Beles ausgewählt um die Effizität des „plan de nombreuses victimes“ in ihrem Einsatzgebiet zu prüfen. Mitwirken sollten die benachbarten Rettungszentren der Gemeinden von Differdange und Pétange sowie die Feuerwehren.

Um der Realität zu entsprechen wurden auch die medizinische Versorgung sowie die Ordnungskräfte miteingebunden sowie das Centre de secours principale von Longwy, mit welchem uns eine langjährige Freundschaft verbindet.

Ablauf

Um einen reibungslosen Ablauf der Übung zu gewährleisten wurden die einzelnen Mitwirkenden bis ins Detail über ihre an diesem Tag gestellte Aufgabe aufgeklärt um so den Aufwand an Koordination zu limitieren.

17:20 Alarmierung

Meldung eines Verkehrsunfalls in der "zone d'activité Hanebesch" Niedercorn. Genaue Angaben über Hergang sowie Verletztanzahl sind nicht gegeben.

Ambulance Beles 1
Sauvetage Beles
SAMU Esch

17:25 Situation



Hergang des Unfalls:

Dieser mit Schüler besetzter Bus wurde beim Bahnübergang von einem Güterzug gerammt.

Verletzenanzahl:
30-40

Gefahr:

- Zugverkehr
- Ladung
- Brandgefahr
- Seitenlage des Busses

17:28 Auslösung des „ plan de nombreuses victimes „

Aufgabenstellung der anwesenden Rettungskräfte :

- Erstversorgung
secourisme de l'avant

- organisieren eines **PARKING**
- Empfang der nachrückenden Einheiten
- **CHAINE MEDICALE**(SAMU)
- Sammeln weiterer Angaben
- Einrichten einer "Cellule de coordination et décision"

17:32

Eintreffen der Rettungskräfte

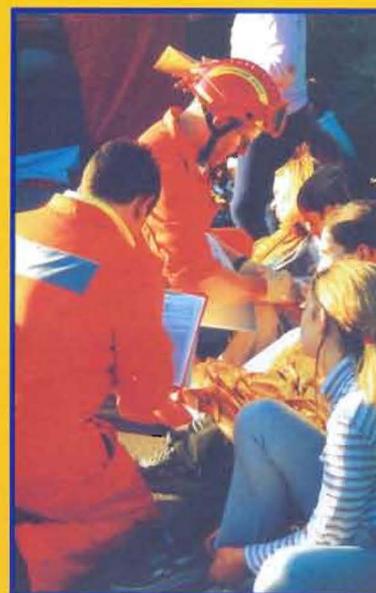
Helfer insgesamt:	171
Einsatzwagen Sauvetage /Feuerwehr:	15
MTW:	7
Ambulanzen:	8
SAMU:	1
Support médical:	1
Zeltenanzahl:	3

Helfer

Protection civile Pétange	39
Sauvetage Bascharage	16
Pompiers Commune de Pétange	15
Protection civile Belvaux	19
Protection civile Schifflange	3
CSP Longwy	13
Pompiers Commune de Sanem	29
Protection civile Differdange	15
Pompiers Commune de Differdange	6
Croix Rouge de Differdange	6
Medizinisches Personal	11

17:35

Mangel an Rückmeldungen an die CCD von den verschiedenen Verantwortlichen der Abschnitte z.B **PARKING, CHANTIER, TRIAGE** usw., erschweren den Ablauf der Übung.



TRIAGE

- Das dafür bestimmte Zelt wird bis ans **CHANTIER** beordert.
- Anfängliche Probleme bei der Aufnahme der Koordinaten der Verletzten sowie der Kategorisierung der Verletzten in **U1/U2/U3**
- Aufgabe war es auch die Rolle **SECRETARIAT IN** zu übernehmen
- Da sich das Zelt zu nahe an der Unfallstelle befand kam die Gruppe des **RAMASSAGE** nicht zum Einsatz. Die Folge war die rasche Überflutung mit Verletzten.

Erster Verletzter traf um 18:08 ein.

Protection

p@ge 70

p@ge 71

- Die medizinische Versorgung fand bereits an der Unfallstelle statt welche erst in den dafür vorgesehenen PMA-Zelten geschehen sollte wegen den immer hier drohenden Gefahren

PMA

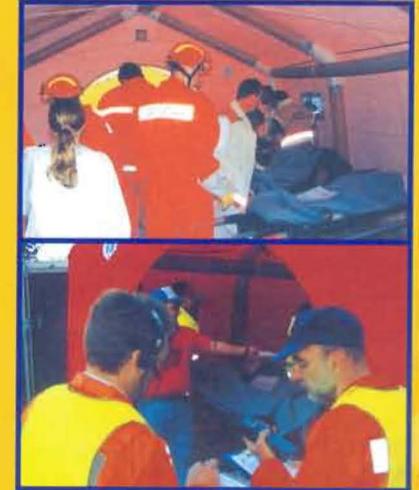
- Übernahme der kategorisierten Verletzten
- genaue medizinische Untersuchung
- stabilisieren der Vitalfunktionen
- medizinische Versorgung
- erneute **KATEGORISIERUNG**
- Dringlichkeit des Abtransports festlegen
- Information an die CCD
- regelmäßiger **BILAN** (alle 15 min)
- Zelt Belvaux U1
Zelt Longwy U2/U3
- da Triage sich nicht an der festgelegten Position befand, kam es zu Schwierigkeiten der gesamten CHAINE MEDICALE
- medizinische Versorgung fand bereits im Gefahrenbereich statt
- Probleme bei der Durchgabe des BILAN



EVACUATION

- Organisation der Transportmittel
- Abtransport der Verletzten
- SECRETARIAT OUT

Abbruch	19 :30
Bilan :	11 U1 /10 U2 /5 U3
Verletzte	26
PMA:	8
Evakuiert:	18



Schlussfolgerung:

- Unkoordiniertes Einfahren der Rettungsmittel
- Teilweise Blockade der Rettungsmittel
- Koordination ohne Rückmeldung ist unmöglich
- Ein rollender Stein ist nicht aufzuhalten und setzt sich in der gesamten Rettungskette fort
- TRIAGE und PMA sollten sich nicht zu weit entfernen
- Die drei C sind das ABC des Ablaufs

1. COORDINATION
2. COMMUNICATION
3. COMMANDEMENT



Allen Beteiligten zolle ich meinen Respekt für ihre tägliche freiwillige Hingabe im Rettungsdienst. Unser Gedanke war es, uns auch für den nicht alltäglichen Einsatz vorzubereiten mit Hilfe dieser Übung. Es sollte sich herausstellen dass bei solch einem Einsatz die Individualität verloren gehen muss sowohl was die Verletzten als auch die Einsatzkräfte betrifft.

Danken möchte ich persönlich meinem beigeordneten Zenterchef Peter Romain welcher sich der Organisation der Übung angenommen hatte sowie allen die es ermöglicht haben diese durchzuführen und allen daran Beteiligten.

Alain Plumet

Rubrique administrative

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE EN RELATION AVEC LE SERVICE AMBULANCIER

EXPOSÉ LORS DE LA JOURNÉE DES INSTRUCTEURS DU 17.09.00 A SCHIMPACH



Le Guillaume Rauchs s'est penché sur les différentes questions généralement posées par les cadres et les volontaires de la protection civile et a voulu résumer son exposé comme tel:

Il y a plusieurs problèmes qui ont été évoqués et qui ont trait à la circulation routière, aux rapports des secouristes-ambulanciers avec les hôpitaux et les médecins ainsi qu'à des problèmes d'ordre général.

1. LA PROTECTION CIVILE ET LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Il est évident que les membres de la Protection Civile, par la nature de leurs fonctions, sont couramment amenés à effectuer des interventions urgentes.

Lors de ces services urgents les dispositifs d'avertissement des véhicules d'intervention, à savoir la sirène et les girophares, doivent être allumés pour avertir les autres usagers de la circulation du rapprochement d'un véhicule bénéficiant d'une priorité de passage.

L'utilisation de la sirène n'est cependant autorisée que pour autant qu'elle est justifiée par l'urgence de l'intervention (art. 131 du Code de la Route).

Dans les cas d'urgence il est évident que la priorité de passage du véhicule de la Protection Civile est liée à la double condition que les girophares et la sirène soient allumés.

Dans l'hypothèse d'un service urgent il est recommandable que les dispositifs d'avertissement (girophares et sirène) soient allumés durant tout le trajet, sinon du moins depuis une distance suffisamment prolongée devant un carrefour ou une bifurcation pour permettre l'avertissement efficace des autres usagers de la route, ceci notamment pour empêcher que la responsabilité de la Protection Civile puisse être engagée dans le cas d'un éventuel accident de la circulation.

Il est donc évident que lors d'un service d'urgence, il n'y a pas lieu à être réticent dans l'emploi des dispositifs d'avertissement.

Il reste à préciser que les conducteurs des véhicules protégés par la priorité de passage ne sont pas dispensés de l'observation des règles générales de prudence et de diligence en matière de circulation (cf. Douai 6.1.1960 D.61 Som., 38; Civ. 2, 26.4.1967, D67 513).

a) Le port de la ceinture de sécurité

Les usagers, même de véhicules spéciaux, doivent prioritairement emprunter les places pour lesquelles existe une ceinture de sécurité, laquelle doit alors également être portée.

Il n'existe aucune disposition spécifique dans la législation luxembourgeoise prévoyant qu'une personne en chaise roulante ne doit pas porter de ceinture de sécurité.

La solution à favoriser lors d'un transport d'un patient en chaise roulante est de l'installer sur le brancard et de ranger la chaise roulante dans l'ambulance.

La seule possibilité pour un patient de refuser le port de la ceinture de sécurité est de disposer d'une autorisation du Ministre des Transports le dispensant du port de la ceinture de sécurité, laquelle autorisation est délivrée sur base d'une attestation médicale (article 160 du Code de la Route).

Pour les secouristes-ambulanciers eux-mêmes, et contrairement à ce qui est prévu pour les agents de police, aucune dispense du port de la ceinture de sécurité n'est prévue et le port de la ceinture de sécurité est donc obligatoire.

b) Les voies spéciales réservées à certaines catégories de véhicules

Les voies dites "Busspur" peuvent être empruntées par les ambulances indépendamment du fait qu'elles sont en service urgent ou non.

Ceci résulte indirectement de l'article 107 du Code de la Route qui prévoit que les voies prémentionnées sont entre autres réservées "aux véhicules en service urgent et aux ambulances".

On peut déduire de la formulation de ce texte que les ambulances, contrairement à tous les autres véhicules susceptibles d'intervenir en service urgent, peuvent emprunter les voies spéciales même sans que la condition d'urgence soit établie.

Cet avis est d'ailleurs partagé par le Procureur auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch interrogé par un membre du Commissariat de Police de Diekirch conformément à l'information datant du 6 mars 2000.

2) LES RAPPORTS ENTRE MEMBRES DE LA PROTECTION CIVILE ET LES HÔPITAUX RESPECTIVEMENT LES MÉDECINS

a) Le placement des personnes atteintes de troubles mentaux

En vertu de l'article 5 de la loi du 26 mai 1988, un patient ne peut être placé et le directeur de l'établissement psychiatrique ne peut l'admettre que sur une demande à présenter par une personne intéressée.

L'article fait une énumération des personnes qui sont à considérer comme intéressée, à savoir le tuteur ou curateur, un membre de la famille du patient, ou toute personne intéressée, le Bourgmestre de la Commune sur le territoire de laquelle le patient compromet l'ordre public ou la sécurité, ou l'échevin ou le commissaire de la Police ou son remplaçant que le Bourgmestre délègue à cet effet, le Procureur d'Etat ou le Juge des Tutelles.

Cette énumération doit être considérée comme étant limitative, sinon on aboutit à une situation où un nombre trop élevé de personnes peut prendre l'initiative de faire placer une personne, en ouvrant ainsi la porte à des abus.

Tel a été le raisonnement du Conseil d'Etat dans son avis du 27.01.1987 rendu au sujet du projet de loi du 26 mai 1988.

Dans cet ordre d'idées, il faut conclure que la fiche "HNP" doit être signée par un intéressé tel que défini par l'article 5 de la loi de 1988.

A cet égard il convient de préciser que le terme de "remplaçant" du Bourgmestre tel qu'employé par l'article 5 de la loi de 1988 est à définir de manière étroite afin de limiter les risques d'abus tels que précédemment décrits.

b) Le secret professionnel du secouriste-ambulancier

Bien que l'article 458 du Code Pénal n'énumère pas directement le secouriste parmi les dépositaires du secret professionnel, il faut néanmoins admettre que l'article 458, en raison de la généralité de ses termes, est également susceptible de s'appliquer aux membres de la Protection Civile.

En effet, il est incontestable que le secret professionnel s'applique également aux auxiliaires des personnes tenues par le secret professionnel.

Ainsi les auxiliaires des médecins sont soumis au secret professionnel (cf. pour les garde-malades: Rép. Pratique du droit belge, secret professionnel no 85 à 87)

Dans la mesure où les secouristes-ambulanciers sont auxiliaires des médecins, ils sont soumis au secret professionnel.

La question si un secouriste peut invoquer le secret professionnel dépend essentiellement de la collaboration plus ou moins étroite qui a existé avec le médecin intervenant. Il est évident que le secouriste peut invoquer le secret professionnel pour refuser de révéler des secrets qu'il a appris lors de la collaboration avec un médecin.

En ce qui concerne les enveloppes que les médecins confient aux secouristes-ambulanciers contenant des données médicales se rapportant au patient, il ne convient pas d'ouvrir ces enveloppes fermées étant donné que le fait d'ouvrir l'enveloppe constitue une faute du secouriste violant ainsi le secret professionnel du médecin.

3) Problèmes d'ordre général

Problème particulier: Le secouriste refuse de prendre en charge un patient

Le refus d'un sauveteur de transporter un patient est susceptible de constituer une faute grave étant donné que ce refus n'est pas seulement susceptible de constituer une faute civile dans le chef de son auteur, mais s'analyse en outre en délit pénal.

Le refus constitue en effet une abstention coupable susceptible d'engager la responsabilité civile tant civile que pénale de son auteur.



Den Direkter vun der
Protection Civile,
d'Conseillers techniques,
d' Personal aus der Direktioun,
vun der Zentral 112,
aus dem Atelier vu Lëntgen an
aus der Schoul vu Schëmpech

wënschen alle Memberen
vun der Protection Civile

**Schéi
Krëschtdeeg**

Merci fir de Merci

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Luxembourg, le 13 juin 2000

A
Monsieur le Directeur
du Service Nationale
de la Protection Civile
1, rue Stumper
L-2557 Luxembourg

Monsieur le Directeur,

Tout au long de la lourde épreuve de la prise d'otages de Wasserbillig le personnel du Service National de la Protection Civile ainsi que les volontaires y rattachés et en particulier les membres de l'Unité-Psychologique ont rempli leurs missions avec le savoir-faire et le dévouement qui leurs sont propres

Partant je vous serais reconnaissant si vous pouviez vous faire mon interprète auprès de ceux de vos membres ayant prêté main-forte à Wasserbillig et ayant par là contribué à la gestion et au dénouement heureux de cette situation de crise.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Intérieur,



Michel WOLTER

CHANGEMENTS DANS LES SERVICES DU SERVICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE

Par arrêté ministériel du 10 avril 2000 démission honorable de ses fonctions de chef du centre de secours de Wiltz est accordée, sur sa demande, à Monsieur **Camille WEILER** de Noertrange. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Camille Weiler.

Par le même arrêté ministériel Monsieur **Alain WEISGERBER**, chef-adjoint du centre de secours de Wiltz est nommé aux fonctions de chef du même centre.

Démission honorable de ses fonctions d'instructeur en secourisme de la protection civile est accordée, pour limite d'âge, à Monsieur **Jean KOSTER** de Luxembourg. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Jean Koster.

En date du 22 mai 2000 Monsieur le Ministre de l'Intérieur Michel Wolter a accordé démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du groupe de secours en matière nucléaire, biologique et chimique et d'instructeur en la même matière, pour limite d'âge, à Monsieur **Claude BIRDEN** de Pétange. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Claude Birden.

Par arrêté ministériel en date du 15 juin 2000 démission honorable de ses fonctions de chef du centre de secours de Steinfort est accordée, pour lim-

ite d'âge, à Monsieur **Victor BOURKEL** de Steinfort. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Victor Bourkel.

Madame Manon **ANEN-PIERRET** de Hagen, Messieurs **Joseph GRAF** de Kleinbettingen, **Joël KRACK** de Hagen et **André CLEMEN** de Hagen sont nommés aux fonctions de chefs-adjoints du centre de secours de Steinfort par le même arrêté.

Un arrêté ministériel du 19 juin 2000 a accordé démission honorable de ses fonctions de membre du groupe de secours en matière nucléaire, biologique et chimique et d'instructeur en la même matière à Monsieur **Carlo BACK** de Luxembourg. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Carlo Back.

Démission honorable de ses fonctions de chef du centre de secours d'Echternach, est accordée, sur sa demande, à Monsieur **Pascal HACK** d'Echternach, par arrêté ministériel du 3 août 2000. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Monsieur Pascal Hack.

Monsieur **Hubert HOFFMANN**, chef-adjoint du centre de secours d'Echternach a été nommé aux fonctions de chef du même centre de secours avec effet immédiat par le même arrêté.

Monsieur **Ernest KIRSCH**, commandant du corps des sapeurs-pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg, a été nommé aux fonctions de chef du centre de secours de Luxembourg par arrêté ministériel en date du 20 septembre 2000.

Démission honorable de leurs fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Bigonville est accordée sur leur demande à Messieurs **Willy SCHMITZ** et **Luc GOERENS** de Bigonville. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est conféré à Messieurs Willy Schmitz et Luc Goerens.

Le 29 septembre 2000, Monsieur **Jean BARTZ** d'Osweiler a été nommé aux fonctions de chef-adjoint du centre de secours d'Echternach par arrêté de Monsieur le Ministre de l'Intérieur Michel Wolter.

Démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Belvaux est accordée, sur sa demande, à Monsieur **Romain PETERS** de Pétange, par arrêté ministériel du 13 octobre 2000. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile a été conféré à Monsieur Romain Peters.

Par arrêté ministériel du 13 octobre 2000 démission honorable de ses fonctions de membre du groupe de secours en matière nucléaire, biologique et chimique est accordée, sur sa demande, à Monsieur **Raymond HOFFMANN** de Kayl. Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile est accordé à Monsieur Raymond Hoffmann.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur a nommé à la date du 17 octobre 2000 instructeurs en sauvetage jusqu'au 1er février 2003: Monsieur **Paul MAINZ** de Bettendorf, Monsieur **Paul WILWERT** de Vianden et Monsieur **Romain LEMAIRE** de Soleuvre.

REPertoire TELEPHONIQUE DU SERVICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE 1, RUE ROBERT STÜMPER - Z.I. CLOCHE D'OR GASPERICH L-2557 LUXEMBOURG

ADMINISTRATION

ANEN Léon
CONER Viviane
GREIS-KRANTZ Karin
BRITZ Jérôme
BORDEZ-FEITZ Nicole
GILLEN Gisèle
HOFFMANN Mike
JUNG-BARADEL Nadine
MANSY-JACQUES Isabelle
MATYSIK Lydia

Directeur
Directeur-adjoint
Chef de bureau adj.
Rédacteur-stagiaire
Employée
Employée
Employé
Employée
Employée
Employée

Fax: 49 771-771

affaires générales, congé spécial
affaires générales
comptabilité (matin)
secrétaire de direction
publications
comptabilité (matin)
ambulances pour manifestat. (matin)
cours de secourisme

Prép. Serv. d'Urgence
Prép. Serv. d'Urgence

SERVICE TECHNIQUE

BRÜCK Charles
SCHLEICH Gilbert

Ing. tech. insp. ppal 1er en rang
Ing. tech. insp. ppal 1er en rang

Fax: 49 771-771

INSTRUCTION ET MATERIEL SANITAIRE

BLEY Guy
CLESEN Roby
FLOORCHINGER Paul

Infirmier hospitalier gradué
Employé
Employé

Fax: 49 771-771

CENTRAL DES SECOURS D'URGENCE

BAUSCH Jeannot, BELARDI Daniel, BINZ Camille, FERRING Francis, FLAMMANG Alphonse, GOBILLOT François, GOERGEN Robert, GOTTING Jeff, HOFFMANN Guy, MARTINY Armand, MEYER Fernand, OTH Jean-Paul, SCHULLER Henri, THILL Nico, WILTGEN Romain

Fax: 49 38 88

ATELIER DE LA PROTECTION CIVILE

73C, route de Diekirch, L-7440 Lintgen

Fax: 32 77 67

112

32 03 67

ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE

Maison 83, L-9684 Schimpach

Fax 94 92 33-337

94 92 33-1

ERRAMI-COPINE Jocelyne, MARNACH-COLLES Anita, MARNACH Armand, STEIES-BAULISCH Viviane, THILMANY Théa, WINANDY Renée, ZEIEN-VAN DEN BERG Josée

tel.

49 771-406
49 771-410
49 771-421
49 771-408
49 771-412
49 771-407
49 771-414
49 771-409
49 771-420
49 771-413
493 492
49 771-405
49 771-404

e-mail

viviane.coner@protex.etat.lu
karrn.greis@protex.etat.lu
jerome.britz@protex.etat.lu
nicole.bordez@protex.etat.lu
gisele.gillen@protex.etat.lu
mike.hoffmann@protex.etat.lu

lydia.matysik@protex.etat.lu

charles.bruck@protex.etat.lu
gilbert.schleich@protex.etat.lu

guy.bley@protex.etat.lu
robi.clesen@protex.etat.lu
paul.floerchinger@protex.etat.lu

urgences.112@protex.etat.lu

carlo.birscheidt@protex.etat.lu

IMPRESSUM

Grand-Duché de Luxembourg
Ministère de l'Intérieur
"Fir dech a fir dâi Land"
Publication périodique du Service National
de la Protection Civile
No.52

Rédaction

Direction de la Protection Civile
1, rue Robert Stümper - L- 2557 Luxembourg
tél: 49.77.11 - Fax: 49771-771

Conception:

F'CREATIONS

Impression:

Imprimerie Graphic Press, Mamer

Photos:

Steve Ehmann, Mike Hoffmann, Tom Scholtes,
Anouk Antony, Teddy Jaans, Raymond Brausch,
Centres de secours: Pétange, Belvaux, Larochette, Steinfort,

112

Protection Civile

